ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 770 - 5 mars 1982 - prix : 6 F

La campagne pour les listes "La voix des travailleurs contre l'austérité"

p. 5 à 7

Municipales

Pour refuser l'austérité de droite on nous demande d'approuver celle de gauche

Citröen - Mines de Carmaux : les luttes des travaillleurs p. 4

M 6189 - 770 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 8 :
— Il y a 30 ans, quand mourait le « petit père des peuples ».
Page 9 :
— Grève générale des mineurs gallois.
— RFA : campagne électorale sur fond d'austérité.
Page 11 :
— La baisse de l'or.
— Tout ce qui bouge, c'est la reprise.
Page 12 :
— Après le Conseil national palestinien : la voie étroite d'Arafat et de l'OLP.

En France

Page 4 :
— Citroën Aulnay : grève contre les licenciements.
— Les mineurs de Carmaux après 3 semaines de grève.
Pages 5 à 7 :
— LES ÉLECTIONS MUNICIPALES.
• Marchais au Grand Jury : aveux inavoués.
• Marseille : surenchère anti-immigrés.
• A travers la campagne.
Page 10 :
— Le mode de scrutin municipal : des proportions bien trafiquées.
Page 13 :
— La retraite à 60 ans : une « avancée » qui ne perce pas loin.
Page 14 :
— Dépôt SNCF de Paris Sud-Ouest : comment rendre un patron compréhensif.
— Tri PTT d'Issy : contre les suppressions de postes.
Page 15 :
— L'impôt, toujours aussi lourd pour les classes populaires.
Page 16 :
— La campagne municipale du PC en 1925 : « semer l'idée communiste ».

Culture

Page 17 :
— Livres : *Les évadés de Sobibor* de R. Rashke ; *Tendre Ferdinand* d'I. Keun ; *L'étincelle* de M. Benedetti.
Pages 18 et 19 :
— Films : *La Traviata ; Cinq jours ce printemps-là ; T'es heureuse ? Moi ? Toujours.*
— Théâtre : *La fleur au fusil* de J. Wilson.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DIEPPE

Le « Petit Forban » fait naufrage

Le mardi 22 février le *Petit Forban,* un coquillard de Dieppe, chavirait et sombrait au large des côtes anglaises. Ce naufrage survient à peine trois mois après celui d'un autre chalutier dieppois, le *Flibustier,* qui a sombré en baie de Seine, avec à son bord six marins-pêcheurs.

Le 22 février, quatre pêcheurs ont perdu la vie, trois autres sont rescapés.

La tempête ? Un coup de vent ? Même pas. Au moment du naufrage, la mer n'était pas grosse et le chalutier était un bateau neuf, construit il y a deux ans aux chantiers de Concarneau.

Aujourd'hui, personne ne peut encore expliquer pour quelles raisons le bateau a coulé.

Les coquillards qui étaient en pêche dans le même secteur que le *Petit Forban* ont immédiatement fait route en direction de celui-ci lorsqu'il a lancé un appel au secours. Le bateau était déjà en grande partie immergé, quand les autres bateaux sont arrivés. Seulement trois des marins-pêcheurs, sur les sept que comptait l'équipage, avaient réussi à prendre place sur un Bombard (canot de sauvetage gonflage).

L'un des rescapés nous a raconté comment s'est déroulé le drame :

« Le moteur avait eu, c'est vrai, des difficultés d'alimentation. Mais ce n'est pas cela qui a provoqué le naufrage. De l'eau qui se mélange au gaz-oil, c'est une panne connue de tous les chalutiers. Nous étions quatre sur le pont quand le bateau a chaviré et commencé à couler par l'arrière. J'ai réussi à décrocher l'un des Bombard. Le Bombard est fixé à un boute de trente mètres, de façon à ce qu'il ne se perde pas en partant à la dérive. Mais, une fois jeté à l'eau, il ne se gonfle que si la corde est entièrement déroulée. Si la corde s'est bien déroulée pendant 4 à 5 mètres, ensuite elle est restée coincée plusieurs fois. Nous étions tous à tirer dessus de toutes nos forces. Alors qu'il faut quelques secondes pour déclencher le gonflage du Bombard, là nous avons perdu de précieuses minutes. Quand la cartouche de gaz a gonflé le pneumatique, je suis tombé dedans, complètement épuisé par l'effort d'avoir tiré. Mon beau-frère m'a rejoint. Le troisième a dû nager pour rejoindre le Bombard. Mais l'un de nos copains n'a pas réussi à agripper l'embarcation et a disparu dans l'eau. C'est d'autant plus révoltant que le Bombard est contrôlé deux fois par an. Mais on se demande si les gens qui le font sont vraiment compétents.

Nous n'étions pas paniqués — pas rassurés, peut-être — quand nous nous demandions si le Bombard allait se gonfler ou pas. Mais nous n'avons pas eu de gestes de panique. La corde ne venait pas. Si cela avait fonctionné normalement, nous aurions été quatre dessus, pas trois. Le mécanicien,

le patron et un autre matelot sont restés enfermés à l'intérieur du* Petit Forban *quand il a chaviré ».

Les trois corps de ces marins-pêcheurs ont été remontés par les plongeurs, mais le corps de celui tombé à l'eau n'a pas encore été retrouvé.

Et d'après les marins-pêcheurs, il y a là un problème général : celui de la sécurité sur les bateaux, celui des réformes de la pêche, dont l'administration maritime et Le Pensec, ministre de la Mer, parlent, sans pour autant faire quoi que ce soit qui puisse changer les conditions de vie et de travail des marins-pêcheurs.

Un autre marin-pêcheur du *Petit Forban* explique : *« On pense bien aux aviateurs, quand on équipe les avions de chasse de sièges éjectables. Pourquoi ne pense-t-on pas aux pêcheurs, en installant des Bombard faciles à mettre à l'eau, ou bien d'autres moyens pour éviter que nous risquions notre vie en mer ?*

Il suffit de voir placer les Bombard sur les chalutiers classiques, souvent sur le dessus de la cabine, bien amarrés pour ne pas les perdre en mer. Que l'on imagine, au moment où un bateau coule, un homme déplacer un Bombard, qui fait 150 kg, au milieu des filins, le jeter sur le pont, puis à la mer. Tout ça parce que rien n'est prévu pour un emplacement correct sur le bateau. Alors, beaucoup de pêcheurs et leurs familles affirment que le ministre de la Mer, que l'on nomme à Dieppe le « ministre des planches à voile », on n'en entend parler que pour les condoléances ».

Avec la disparition du *Flibustier* et du *Petit Forban,* ce sont dix marins-pêcheurs qui sont morts en trois mois à Dieppe.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

Municipales

pour refuser l'austérité de droite, on nous demande d'approuver celle de gauche

CE week-end, au travers de l'élection de quelques dizaines de milliers de conseils municipaux, aura lieu un sondage grandeur nature sur ce que pensent aujourd'hui les électeurs qui avaient, en juin 1981, envoyé une majorité absolue de députés du Parti Socialiste à l'Assemblée nationale.

Bien sûr les élections municipales ne sont pas entièrement des élections politiques, mais on peut faire confiance aux grands partis pour, dès le lendemain du premier tour, tirer argument dans un sens ou un autre des variations qui auront pu se manifester dans l'électorat respectif de la gauche ou de la droite.

Les partis de droite espèrent que deux ans d'absence des responsabilités politiques leur auront refait une virginité.

Les partis de gauche, quant à eux, craignent que leur électorat ne se mobilise pas vraiment pour approuver une politique dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle l'a déçu.

Mais les dirigeants du Parti Socialiste et du Parti Communiste ont cependant une façon un peu différente de réagir à ce problème.

Du côté du Parti Socialiste, Mitterrand reste silencieux, au-dessus de la mêlée ; il n'a pas été partie prenante dans la campagne électorale. Il faut dire qu'il est si peu du Parti Socialiste, qu'il pourrait à juste titre ne pas se sentir concerné. Mais la véritable raison de sa neutralité, c'est qu'il veut offrir à la bourgeoisie l'image d'un homme d'Etat au-dessus des querelles de partis. Il a endossé le costume de président tel qu'il a été coupé par la constitution de la Ve République, et il n'a pas oublié que les mesures en avaient été prises pour De Gaulle. Est-ce que la bourgeoisie se laissera convaincre que l'habit lui va quand même ? C'est l'avenir qui répondra.

A l'étage en dessous, Mauroy défend la politique qu'il a menée depuis deux ans... Mais deux ministres, Delors et Rocard ne font pas, eux, c'est le moins que l'on puisse en dire, de promesses électorales. Selon eux, et ils l'ont dit et répété, le pire est devant nous sur le plan économique, et les classes populaires devront dès l'année prochaine s'attendre à se voir imposer de nouveaux sacrifices. Des sacrifices aussi importants qu'à la fin de la dernière guerre a même précisé Delors. Leur argument vis-à-vis des électeurs de gauche est en substance : « C'est nous ou la droite, prenez-nous tels que nous sommes ».

Du côté des dirigeants du Parti Communiste, l'inquiétude est quand même plus grande. Marchais ne l'a pas caché, il craint les abstentionnistes. L'électorat du Parti Communiste est principalement constitué par des travailleurs, des petites gens, par la classe ouvrière. Et Georges Marchais et les dirigeants du Parti Communiste craignent que les travailleurs ne se sentent pas très concernés par le quitus qu'on leur demande de donner à la politique gouvernementale.

Bien sûr les travailleurs pensent qu'une municipalité de gauche vaut mieux pour eux qu'une municipalité de droite. Mais ils savent aussi qu'il ne peut y avoir de bonne gestion municipale sans argent, sans ressources, et qu'en période de crise les villes ouvrières sont celles qui ont le moins de ressources. Les maires de gauche de la région de Carmaux le savent bien puisqu'ils parlent même de ne pas organiser les élections municipales.

Alors Marchais fait tout pour apporter au gouvernement Mauroy le soutien des voix des travailleurs qui font confiance au Parti Communiste.

Pourtant il n'est pas vrai que le résultat global de ces élections changera quoi que ce soit au sort de la classe ouvrière.

Si la droite en sort renforcée, Mitterrand et le futur gouvernement qu'il désignerait en prendront prétexte pour justifier les nouvelles mesures d'austérité qu'ils préparent contre les travailleurs.

Et si la gauche en sort renforcée ou maintient ses voix, le gouvernement dira qu'il a l'accord de tout son électorat pour diminuer le niveau de vie de l'ensemble des classes travailleuses. Et, dans un cas comme dans l'autre, on opposera le verdict des urnes à tous les travailleurs qui revendiqueront pour leurs salaires ou leurs conditions de travail.

Oui, on nous amuse avec un cirque électoral où droite et gauche s'affrontent devant les médias pour, une fois au pouvoir, mener des politiques semblables.

On tente de persuader les travailleurs que leur sort dépend uniquement du bulletin qu'ils vont mettre dans l'urne.

Alors que la société est gouvernée par des groupes financiers et industriels qui donnent des ordres aux ministres quels qu'ils soient.

Cinq cent mille travailleurs dans la rue ont pesé plus sur des gouvernements du passé que des millions d'électeurs de gauche.

Et il en sera encore de même demain, si les travailleurs ne veulent pas être toujours et toujours les principales victimes de la crise, de la rapacité des possédants et de la duplicité des hommes politiques au service de la bourgeoisie.

Arlette LAGUILLER

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS,

Le 6 mars, dans 80 communes
vous pourrez dire ce que vous pensez
de la politique de droite
faite par un gouvernement de gauche
en votant pour les listes

« La voix des travailleurs contre l'austérité »

soutenues par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire.

C'est un vote que la gauche entendra sans que la droite puisse s'en réjouir !

A PARIS

Entre les deux tours
Vendredi 11 mars
à 20 h 30
Grande salle de la Mutualité

MEETING COMMUN

Lutte Ouvrière
et
Ligue Communiste Révolutionnaire
avec ARLETTE LAGUILLER
et ALAIN KRIVINE

Dans les entreprises

Citroën Aulnay :
Grève contre les licenciements

Mercredi 2 mars, les travailleurs d'Aulnay se sont mis en grève contre la décision du patron de licencier 12 d'entre eux. La grève a été massive toute la journée et elle a été reconduite ce jeudi.

Ainsi, les travailleurs de Citroën ont répondu « présent » à ce nouvel appel à la grève de la CGT. Comme ils avaient d'ailleurs déjà montré à plusieurs reprises qu'ils étaient solidaires de leurs camarades licenciés pour fait de grève.

En réalité, il semble que les travailleurs n'attendaient qu'un signe de la CGT pour réagir. Et si cette réaction d'ensemble, massive, ne vient qu'un mois après, c'est parce que, pendant tout ce temps, la CGT a prôné la négociation et le calme et a laissé croire, contre l'évidence, qu'un compromis serait possible avec la direction. Car il était évident que la direction de Citroën ne changerait pas d'avis et qu'il ne fallait rien espérer du gouvernement, qui s'était clairement placé du côté de la direction. Auroux, le ministre du Travail, dès le soir des incidents, le 2 février, avait donné le feu vert à la direction pour sanctionner les grévistes, traités de « terroristes ».

Mais malgré cela, la direction de la CGT a fait croire à toutes sortes de solutions miracles, en laissant entendre soit que la direction était prête, malgré ce qu'elle en disait, à négocier, soit que le gouvernement était prêt à imposer de réelles négociations. D'abord, il a été question de la Commission des libertés. Puis, quand il s'est avéré que ladite commission ne voulait pas traiter des licenciements, la CGT a parlé d'une commission tri-partite, qui ne s'est jamais réunie.

Bref, pour la CGT, la négociation était en vue et il n'était surtout pas question de grève. Pourtant, la combativité était grande à l'usine. Pendant 15 jours, les travailleurs ont tenu des réunions quotidiennes, y compris le week-end. Mais à chaque fois Ghazi, le secrétaire CGT et les permanents de l'Union départementale ont appelé au calme, au sang-froid, la grève devenant, à les croire, l'arme du patron !

Tout cela parce que, pour les dirigeants du PCF et de la CGT, il s'agissait de faire preuve de bonne volonté et de sens des responsabilités par rapport au gouvernement. Solidaires du gouvernement, ils étaient prêts à sacrifier leurs propres militants et même à démoraliser leurs propres militants chez Citroën. Tout cela pour ne pas gêner en quoi que ce soit leurs quatre « camarades ministres ».

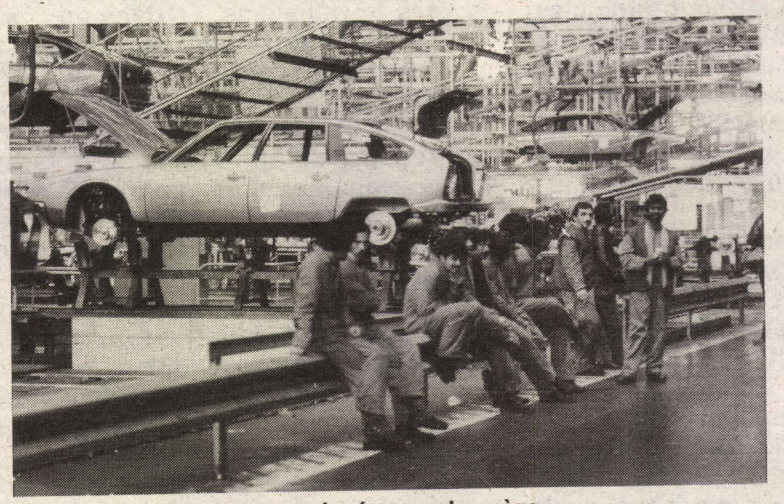
Dimanche dernier encore, à une réunion à laquelle participaient plus de 500 travailleurs d'Aulnay, la CGT, qui avait affirmé jusqu'alors qu'elle négocierait tout sauf les licenciements, est allée jusqu'à proposer de négocier cette fois-ci les licenciements. Elle promettait de trouver des solutions pour les militants qui auraient perdu leur travail, pour qu'ils puissent rester en France, en les inscrivant à des stages de formation professionnelle.

La CGT savait que pas un ouvrier d'Aulnay ne pouvait accepter un tel recul. Elle savait qu'en faisant quand même cette proposition elle écœurait tous les travailleurs présents à cette réunion : ils étaient venus pour défendre leurs camarades, pas pour entériner leur licenciement. Pour l'instant, la CGT a remballé cette proposition.

Et c'est finalement devant la pression des travailleurs que la CGT proposait mardi un débrayage de deux ou trois heures « pour appuyer sa demande de négociation », débrayage qui a finalement été transformé en une journée de grève. Il faut dire que le tribunal des référés, ce même mardi, en ordonnant l'expulsion par les forces de police des travailleurs licenciés s'ils se représentaient à l'usine, a attisé la colère des travailleurs et donné un dernier coup aux illusions que tentait encore de semer la CGT.

La direction de la CGT comptait peut-être user la combativité des travailleurs d'Aulnay par sa politique. Pour l'instant, elle n'a pas réussi, même si ceux-ci doivent se battre sur deux fronts, contre le patron et contre leurs propres dirigeants syndicaux, pour cela. Pour l'instant, ils n'ont pas abandonné leurs camarades licenciés. Ils sentent bien que, dans ce conflit, ils défendent plus que leurs douze camarades : ils se défendent tous, eux-mêmes et les droits acquis lors de la grève de juin dernier.

Les travailleurs licenciés par Citroën.



Les chaînes d'Aulnay paralysées par la grève.

Echos des entreprises

• Les cadeaux, ça continue

La SNCF vient d'offrir un superbe cadeau à un industriel de Noyon, qui a décidé d'augmenter sa production.

L'agrandissement de son embranchement particulier ne lui a pas coûté cher. Pour la première partie de l'installation d'une valeur d'un million de francs, il n'aura que 30 % à payer au total. Quant aux 7 millions de francs qu'il a investis dans la deuxième partie pour ses installations de stockage, il sera remboursé par la SNCF, à la seule condition que ses marchandises soient acheminées par voie ferrée.

On comprend ce que veut dire le service public, dans la bouche de ceux qui dirigent.

La SNCF était et reste une bonne vache à lait.

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **SNCF Ourcq.

Du côté des chefs

• Cours plus vite, Charlie !

Mardi matin, Dur-Dur a jailli comme un bolide de son bureau et a poussé un sprint aller et retour le long de la chaîne 532.

Piqué par la mouche anti-tract, mes aïeux, quelle courante !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Peugeot-Sochaux (carrosserie)**

• Pour une fois qu'ils travaillent à la chaîne

Au moment où FR3 est passée dans les ateliers, on a vu quelques directeurs venir donner un coup de main pour démêler les câbles, porter les sacoches, etc.

Ils devaient s'ennuyer ferme dans leurs bureaux. Quant au reportage lui-même, il n'est pas passé à la télé !

Alors un doute affreux nous saisit soudain : l'intervention intempestive des directeurs aurait-elle fait foirer la prise de vues ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **CGCT (Compagnie Générale de Construction Téléphoniques)-Massy**

Les mineurs de Carmaux après trois semaines de grève

Depuis le 10 février, les mineurs de Carmaux sont en grève totale, à l'appel de la CGT, de FO et de la CFDT, et réclament que trois cents jeunes soient embauchés au fond. En effet les perspectives actuelles semblent être la fermeture du fond d'ici quelques années, seule demeurant une grande mine à ciel ouvert. Lorsque le fond s'arrêtera, cela signifiera la suppression d'au moins quinze cents emplois. C'est dramatique pour une ville qui vit de la mine.

Aussi, chaque jour, les mineurs manifestent à Carmaux ou à Albi. La direction des Charbonnages, quant à elle, a attendu quinze jours pour envoyer trois négociateurs. Et, sous prétexte que des mineurs gardaient la main nuit et jour sur ces derniers, 400 CRS sont intervenus à cinq heures du matin dimanche pour les « libérer », alors que quelques mineurs seulement se trouvaient dans les parages.

Aussitôt la sirène sonnait, appelant les mineurs. Beaucoup disaient leur écœurement devant l'intervention des flics, les plus anciens se rappelant même l'intervention des CRS de Jules Moch en 1948. Certains parlaient de l'abstention aux municipales. Les élus locaux, tous de gauche, étaient blêmes.

L'émotion était grande et, mardi, Carmaux était « ville morte ». Des manifestations rassemblaient plusieurs milliers de personnes, mineurs, retraités, travailleurs des entreprises de la région. Tous les travailleurs regardaient vers les mineurs.

Les syndicats qui dirigent le mouvement font tout leur possible pour ne pas mettre en cause le gouvernement. Mais les CRS ne sont sûrement pas venus d'eux-mêmes ! D'après les syndicats, ce sont les négociateurs qui refusent l'embauche, c'est la direction des Charbonnages qui est responsable. Jamais il n'est question du gouvernement.

Après l'intervention des CRS, le président du conseil d'administration des Charbonnages, Valbon, membre du PCF, a envoyé un télégramme demandant la reprise des négociations, non pas au gouvernement qui a fait donner les CRS, non... aux mineurs de Carmaux !

Au jour où nous écrivons, les Charbonnages proposent 35 embauches. Les mineurs jugent cela ridicule.

Correspondant LO

Vaut mieux financer le charbon que les canons

Pour tenter de justifier les licenciements des mineurs de Carmaux, le gouvernement de gauche, qui pourtant s'était engagé à préserver l'emploi, s'appuie sur la logique du système qu'il sert, à savoir qu'extraire du charbon n'est pas rentable.

Comme n'importe quel industriel, l'Etat met la clef sous la porte quand la rentabilité n'est plus assurée.

Ainsi, nous dit-on, chaque tonne de charbon extraite aurait coûté 150 francs à l'Etat, donc aux contribuables (d'après le journal patronal *Les Echos*).

Dans ces conditions, continuer à extraire du charbon à ce prix ne vaut pas le coup, dit le gouvernement.

Ils oublient de dire que l'argent des contribuables dont ils se préoccupent si subitement, passe avant tout à subventionner les industriels et les financiers, ou bien encore dans des dépenses ruineuses d'armements.

Leur problème, ce n'est pas de préserver l'emploi, c'est de préserver les profits. Et pour cela, des villes comme Carmaux, ils sont prêts à en laisser mourir cent ou mille. P.V.

☐ Georges Marchais au « Grand Jury RTL-Le Monde »

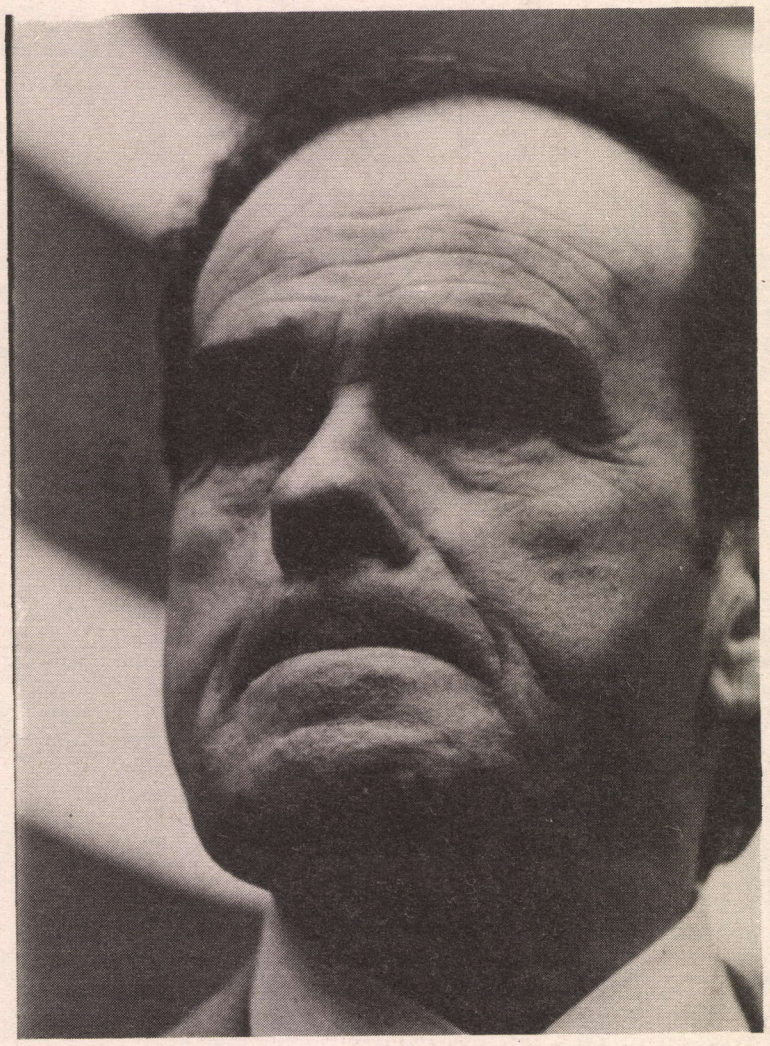
Les aveux inavoués

Georges Marchais est bien ennuyé. Parmi ses alliés socialistes, il y en a vraiment qui auraient pu attendre quelques jours pour faire des déclarations, comme Delors ou Rocard, annonçant qu'il fallait s'attendre à une austérité accrue. Ce n'est vraiment pas le moment, quelques jours avant les élections. Lui, Marchais, veut bien être responsable, expliquer ce que fait le gouvernement, soutenir toutes les mesures et inciter à voter pour lui. Mais pendant la période électorale, que les ministres socialistes soient tous comme Mauroy, un peu plus optimistes ! Cela lui aurait tout de même facilité la tâche.

Mais cela n'empêche pas Marchais de jurer que le gouvernement n'a pas de nouveau plan d'austérité dans ses tiroirs. Et surtout, il s'emploie à faire resserrer les rangs. Il s'adresse à ses *« camarades socialistes »*, *« quelle que soit leur tendance, Rocard, Maire ou Poperen »*, pour leur dire qu'*« il n'est aujourd'hui de tâche plus urgente pour nous tous que de faire barrage à la droite* (...), *de faire un effort considérable pour mobiliser l'ensemble de notre électorat »*. Comme quoi Marchais reconnaît que des électeurs de gauche n'ont pas le moral et que, si la gauche subit des revers aux municipales, c'est bien à la politique du gouvernement qu'elle le devra — même s'il ne va pas, bien sûr, jusqu'à le dire franchement à ses électeurs.

•
• •

Par ailleurs, dans ses réponses aux journalistes, on peut en relever une autre tout à fait digne d'intérêt : *« Si nous n'obtenons pas un bon résultat aux municipales, la droite* (...) *va essayer de nous empêcher de tenir le cap à gauche. Et pour cela elle est capable de tout, y compris l'agitation de couches sociales, l'organisation de manifestations de rue, jusqu'au jour où elle viendra nous dire : la majorité n'a plus la majorité, il faut dissoudre l'Assemblée nationale »*. Seulement, Marchais en conclut : *« Il faut faire échec à la droite »*.



Mais pourtant les électeurs de gauche lui ont bien déjà fait échec par deux fois, à cette droite, aux présidentielles et aux législatives de 1981 ! Or cela n'a pas empêché cette droite, depuis, d'organiser des manifestations de rue de paysans, de patrons, de médecins ou de cadres, entre autres. Cela ne l'a pas empêchée non plus de réussir à faire pression sur le gouvernement. Cela ne l'a même pas empêchée de parler de réclamer de nouvelles élections législatives, et même de nouvelles élections présidentielles !

Alors, Marchais ne va pas nous faire croire que c'est une nouvelle défaite aux municipales qui fera abandonner à la droite une politique qui lui réussit si bien !

C'est vrai qu'il y a un problème, mais pas là où le dit Marchais. Et ce problème, c'est que, à gauche, ni Jospin, dirigeant du Parti Socialiste, ni Marchais, dirigeant du Parti Communiste, ne demandent aux travailleurs de se mobiliser dans la rue pour défendre leurs intérêts.

Quel que soit le résultat des municipales, c'est dans la rue que les choses se trancheront. Et tant que les travailleurs ne seront pas des dizaines, des centaines de milliers à y défendre leurs intérêts, il suffira que la droite mobilise dix mille ou vingt mille manifestants pour qu'elle fasse la loi.

Et tout le problème est de savoir qui sera capable alors d'occuper la rue. Finalement, à sa façon, c'est Marchais qui nous le dit !

☐ A Marseille :

Surenchère anti-immigrés

A Marseille, la mairie se joue entre Defferre, qui détient la mairie depuis 30 ans, et Jean-Claude Gaudin (UDF) associé à un membre du RPR, Hyacinthe Santoni.

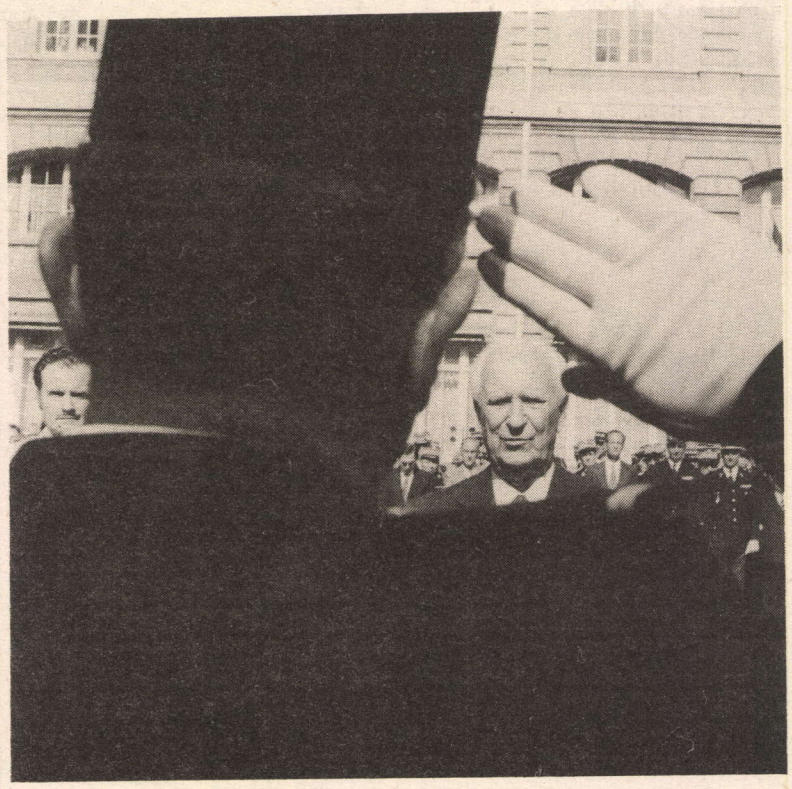
Chacun d'eux essaie de gagner des voix en attaquant sur le même sujet : la sécurité à Marseille. Ce thème est depuis longtemps monté en épingle par un journal très à droite, *Le Méridional*, qui assimile sans gêne les immigrés d'Afrique du Nord aux délinquants. Il prend toutefois hypocritement garde de préciser qu'il ne s'agit pas de ceux qui *« travaillent »* et sont *« honnêtes »*.

Defferre de son côté agit : il s'en prend aux petits vendeurs de rue du quartier de la Porte-d'Aix, où logent beaucoup d'étrangers.

Aux chauffeurs de taxi, qui d'ailleurs avaient organisé des ratonnades cet été pour empêcher les travailleurs immigrés de s'organiser entre eux pour leurs voyages, il déclare : *« J'ai fait procéder à des milliers de refoulements et je continue, malgré certaines attaques dont je suis l'objet. Depuis quelques mois, et pour la première fois depuis longtemps, il sort de France plus d'étrangers qu'il n'en rentre. A Marseille même, la municipalité est en train de régler le problème des étalages sauvages.* (...) *Toutes les rues seront libérées dans quelques semaines et cette sorte de commerce pourra enfin être contrôlé »*.

D'ailleurs, depuis le début de la campagne, le petit parking qui servait de regroupement pour les taxis non officiels a été recouvert de pelouse. Des affiches proclament : *« La droite : vingt ans d'immigration sauvage. Avec la gauche, enfin un contrôle vigilant dont on mesure les effets »*. Et Defferre de déclarer dans un meeting : *« Les faux touristes, ceux qui ne sont pas en règle, ceux qui restent en France pour commettre des délits ou des crimes, n'ont pas leur place chez nous »*.

Pour Defferre, comme pour ses rivaux de droite, l'espoir de gagner quelques voix de plus vaut bien qu'on ne recule pas devant quelques propos contre les immigrés ni devant quelques concessions aux préjugés racistes.



Quand Defferre rivalise avec ses adversaires sur le thème de la « sécurité », contre les immigrés

Un « homme de terrain » mais pas de débat

Jean-Pierre Pierre-Bloch, candidat UDF, était sur le marché de l'Olive, dans le 18e arrondissement, faisant sa tournée accompagné de son groupe. Il serrait des mains, en particulier celles de personnes âgées. Une infirmière est alors intervenue pour lui dire que les élèves-infirmières, quand elles sortaient de l'école, se retrouvaient plus souvent au chômage qu'en poste dans un hôpital.

Bloch saisit l'occasion pour s'exclamer que c'était à cause du ministre communiste Jack Ralite.

Un militant de *Lutte Ouvrière* qui était présent mit alors les pieds dans le plat et répliqua que, si la gauche n'avait rien changé à la situation des hôpitaux, en tout cas, du temps de la droite, c'était la grande misère. Il ajouta que Bloch avait aussi du culot de venir faire son cinéma vis-à-vis des personnes âgées, quand on sait dans quelles conditions beaucoup d'entre elles vivent dans des logements sous les toits, en haut de vieux immeubles.

« Les personnes âgées viennent me voir. Elles savent que j'ai fait beaucoup pour elles. Je suis un homme de terrain », se vanta Bloch. Mais il cherchait cependant à esquiver le débat, tandis que l'attroupement grossissait et que plusieurs personnes semblaient avoir bien des griefs à son égard.

En tout cas, ce genre de démagogue ne trompe pas tout le monde, puisqu'une femme vint dire à notre camarade : *« Je vous félicite, je vous remercie : vous lui avez dit ce que j'avais envie de lui dire »*.

Nouvelle histoire belge

« Depuis 1981, le gouvernement, doté de pouvoirs spéciaux qui le libèrent du contrôle du Parlement, mène une politique dite de « modération ». Il s'agit en réalité d'une politique d'austérité, d'une agression en bonne et due forme contre les acquis des travailleurs. L'indexation automatique des salaires sur les prix a été supprimée ».

Devinez quel journal peut ainsi parler du gouvernement ? *Lutte Ouvrière ? Rouge ?* Non, vous n'y êtes pas. Il s'agit de *L'Humanité-Dimanche* du 27 février 1983.

Mais c'est à propos d'un article sur le *« gouvernement conservateur belge »* et les dizaines de milliers de manifestants qui ont défilié contre le chômage à Bruxelles.

« Il n'y aura guère que le patronat pour se satisfaire d'une telle politique », poursuit le journaliste.

Ces Belges, alors ! Ce n'est tout de même pas en France, sous un gouvernement de gauche, qu'on verrait la suppression de l'indexation automatique des salaires sur les prix !

AIDEZ FINANCIÈREMENT les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité »

Présenter des listes dans près de 80 villes, y faire campagne, cela coûte cher. Alors, nous avons besoin de l'aide financière de tous nos sympathisants, tous nos lecteurs et de tous ceux qui pensent qu'il est bon que dans ces élections municipales se fasse entendre *« La voix des travailleurs contre l'austérité »*.

Nombreux sont ceux qui, dans les ateliers, les bureaux, les quartiers, les marchés, ont fait le geste de nous soutenir. Nous les en remercions et nous publierons leur nom au fur et à mesure, mais avec un peu de retard. Mais il faut continuer encore ! Alors, si vous êtes sollicités par des proches, des collègues, des amis, versez à notre souscription. Par ailleurs, vous pouvez aussi bien sûr envoyer vos versements à :

Michel RODINSON.
CCP PARIS 6851. 10 R, avec la mention « Elections municipales ».

BESANÇON :
Patricia, 10 F. Suzanne, 100 F. Christiane, 50 F. Yvan, 100 F. Un sympathisant, 150 F. Moun, 100 F.

CLERMONT-FERRAND :
Alvaro, 100 F. Madame Turza, 14 F. François Gatignol, 100 F. Guy, enseignant, 44 F. Graud Nanar, AIA, 50 F. Dain, AIA, 50 F. Une sympathisante de la région Auvergne, 50 F.

HOTEL DIEU CLERMONT-FERRAND :
Gisèle, 30 F. L. Besseyre, 50 F. Roux, 40 F. H. Costes, 100 F. Jules, 15 F. A.M., 20 F. Soler, 24 F.

RENNES :
Pour Arlette, 400 F. Pour Arlette, 300 F. Mevel Jacques, 50 F. Auffray Illisible, 20 F. Nicole Breteau, 20 F. Thuret Illisible, 30 F. Guinguené Elisabeth, 30 F. Rouxin François, 62 F. Josette, 200 F. Jacqueline et Viviano, 100 F. Baseth, 100 F. Une grand mère qui vote Arlette, 4 F. Un employé, 30 F. Un employé Sécurité sociale, 34 F. Un ouvrier Caterpillar, 24 F. Ecolan, 50 F. Piot, 100 F.

TOURS :
Un copain, 100 F. Une copine, 50 F. Toccata, 200 F. Un autre copain, 50 F. Michel, 100 F. Bernard, 50 F. Sylvie, 50 F. Pat, 50 F. Gérard, 20 F. Yvette, 10 F. M.France, 50 F.

DIJON :
Tarrega, 500 F. Michèle, 100 F. Dédée de Dijon, 100 F. Denis, 50 F. Jacqueline, 50 F. « Pour enseigner au pays », 100 F. MC Professeur, 100 F. Sympathisante de Bourgogne Electronique, 100 F. Jean-Jacques et Simone, 100 F. Un copain allemand : pour l'internationalisme, 50 F.

RÉGION PARISIENNE :
Un travailleur de la CGCT Massy, 50 F. Un travailleur de la CGCT Massy, 20 F. Un camarade de l'Oise, 44 F. Travailleur CGCT Massy, 38 F. Un lecteur de LO, 500 F. Un travailleur de la SAT Massy, 30 F. Jeannine, 20 F. Frédéric, 200 F. P. et G. Billy, 100 F. Christiane, 20 F. Robert, 150 F. Yannick Breton, 50 F. Gogo, 60 F. Claire, 30 F. Michel, 20 F. Travailleur DBA Beauvais, 30 F. Hordas Simone, 30 F. Un travailleur de la SNCF, 100 F. M. Chevallier, 50 F. Mme Chevallier, 100 F. M. Joseph, 50 F. M. Guinot, 100 F. Christian Boulingre, 50 F. Jean, 20 F. Monique, Thomson Bagneux, 50 F. Marie Elisabeth, 30 F.

NCR PARIS LA DÉFENSE :
André, 10 F. Michel, 20 F. Carole, 50 F.

PARIS :
Un lecteur au chômage, 10 F. Un sympathisant 13e, 300 F. Combes Daniel, 100 F. Desplan J., 50 F. Pergue A., 200 F. Duvillers E., 50 F. Pergue L., 100 F. Raymond, 2.000 F. M. et Mme Benzerga, 50 F. Mme Herout Denise, 50 F.

CIT SINTRA ARCUEIL :
Pommiez, 100 F. Ali, 20 F. Moussa, 10 F.

PARIS :
Une sympathisante, 600 F. G.M., 50 F. G.M., 50 F. Stéphane, 50 F.

COMPTEURS DE MONTROUGE :
Un contrôleur, 50 F. Un travailleur émigré antillais, 88 F. Un habitant du Bourget, 10 F. Une travailleuse d'un hôpital, 750 F. Un travailleur de la Thomson, 100 F. Tina, 20 F. Bertrac, 20 F. Un salarié de la Thomson, 10 F. 2 F.

LEP AUBERVILLIERS :
Mohamed, 200 F. Lucien, 200 F. Nathalie, 100 F. Claudine, 100 F.

LE MANS :
Michel, employé MGF, 150 F.

RÉGION PARISIENNE :
Une assistante sociale à la retraite, 1.000 F. Maradenes P., 100 F. Anonyme, 50 F.

MALAKOFF :
Rola, 20 F. Anonyme, 20 F. François, 500 F. Un sympathisant, 500 F. Laurent, 500 F.

DASSAULT ST-CLOUD :
Un préparateur, 100 F. Beauchar (élection piège à con), 50 F. Daniel, 50 F. Paul Leb, 20 F. Un ajusteur, 50 F. Un fraiseur, 50 F. Rémi, 10 F. Raphael, 10 F. Un ajusteur, 10 F. Un ajusteur, 10 F. Un ajusteur, 10 F. Un ajusteur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Emilio, 20 F. Hougue, 10 F. Un tourneur, 5 F. Un ajusteur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un pointeur, 10 F. Un ajusteur, 20 F. Un fraiseur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un ajusteur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Mancel, 60 F. Un ajusteur, 5 F. René, 5 F. Forest, 15 F. Giguenne, 10 F. Patrick, 10 F. Jean, 10 F. Un fraiseur, 10 F. Un fraiseur, 15 F. Francis, 10 F. Un fraiseur, 10 F.

HOPITAL BEAUJON :
Millot, 116 F. Gavary, 50 F. Danielle (Hal St-Louis), 200 F. Meriouet, 200 F. Rueff, 100 F. Ligaud, 134 F.

HOPITAL NECKER :
Pierrot, XVe, 50 F. Charles, 10 F. Nodive, 55 F. Patricia, 77 F. Catherine, 50 F. Chantal, 50 F. Laurence, 50 F. Sylvie, 20 F. Jean-Claude, 30 F. X, 20 F. Marie Hélène, 20 F. Evelyne, 20 F.

RHÔNE-POULENC VITRY CNG :
Ciuti Patrice, 100 F. Gorge Gilbert, 100 F. Vercruysse Pierre, 50 F. Planche Michel, 50 F. Cottez Danièle, 50 F. Blanchard André, 50 F. Iragne Pierre, 20 F. Une ouvrière du CNG, 30 F. Philippe Lecaër, 50 F. Romi Victor, 50 F. Une habitante de Vitry, 4 F.

RHÔNE-POULENC :
Didier, ouvrier RP Vitry, 100 F. Robert, ouvrier RP Vitry, 100 F. Roger, 200 F. Daniel, 50 F. Roger, CA, 200 F.

CRAM ROUEN :
Llorens A. Marie, 20 F. Masselin Line, 10 F. Thieuslin Josette, 10 F. Lesage Catherine, 20 F. Un employé, 10 F. Catherine Omnes, 20 F. Un saxophone, 10 F. Retraité, 50 F. Voisin Antoine, 20 F.

ROUEN :
Biville, 200 F. Une mère au foyer, 30 F. Hinfray (Francolor), 10 F. Un étudiant de Flaubert, 50 F.

LYON :
Un ouvrier, 15 F. Un chômeur, 15 F. Un ouvrier, 10 F. Directeur, 10 F. Plâtrier peintre, 15 F. Ouvrier métallurgie, 50 F. Mécanicien, 10 F. Plâtrier, 10 F. Electricien, 15 F. Monteur, 10 F. Chauffeur livreur, 170 F. Magasinier, 10 F. Menuisier, 10 F. Mme Logeay, 20 F. Mme Pieyre, 50 F. M. Planchon, 14 F. Un employé municipal, 500 F. Une nouvelle Villeurbannaise, 100 F. Osri Annecy, 100 F. Villeurbanne, 100 F. Comte Joëlle (une sympathisante PC), 20 F. Marc et Charlotte, 20 F. E. Bouillot, 10 F. Un sympathisant PS, 40 F. Un sympathisant, 10 F. Patricia, 20 F. Gisèle, 20 F. M. Valantin, 100 F. PTT : Brussier, 10 F. Sallet, 10 F. Hosène, 10 F. Rostaing, 10 F. Tornero, 10 F. Merle, 10 F. Guillet, 20 F. Roumie, 10 F. Grime, 10 F. Grange, 10 F. Gilbert, 10 F. Patrick, 20 F. Michel, 10 F. Miche, 20F. Ussan, 20 F. Paul, 10 F. Danielle, 20 F. Yannick, 10 F. Jean-Paul, 10 F. Lopez, 10 F. Soutien, 5 F. Soutien, 10 F. Soutien, 5 F. Cl. Rillieux, 20 F. Philippe, 44 F. Une enseignante lycée La Martinière Terreaux, 50 F. Robert Rillieux, 100 F.

DELLE ALSTHOM VILLEURBANNE :
S., employée Alsthom Villeurbanne, 10 F. NC, employée, 10 F. L., employée, 10 F. S., employée, 10 F. P., technicien, 10 F. J., contrôleur, 10 F. Michel, ouvrier, 50 F. Véronique, employée, 5 F. Dominique, employée AA Villeurb., 10 F. Jean, ouvrier AA Villeurb., 25 F.

VILLEURBANNE :
Cohenny, 50 F. Habitante, 100 F.

DELLE ALSTHOM VILLEURBANNE :
Alfano, 20 F. Dédé, 10 F. Travailleur, 10 F. Prémilhat, 20 F. Travailleurs, 50 F, 15 F, 40 F, 10 F.

LYON :
Sympathisant, 30 F. Bernard, 10 F. Jean, 20 F. Lily, 150 F. Soutien, 4 F.

HÔPITAL EDOUARD HERRIOT :
Un sympathisant, 50 F. Marie Jeanne, 50 F. Viviane, hôtelière, 20 F. Lisiane, 50 F. Mme Faure, laborantine, 50 F. Bondi, laborantine, 58 F. Sympathisante, 50 F. Une retraitée, 200 F. Une retraitée, 200 F. Michel et Eliane, Villeurbanne, 50 F. Pour LO Villeurbanne, 20 F. Un électeur, 40 F. Michel, 200 F. R.V., 150 F. Annick Sage, 50 F. Jacqueline Sigel, 20 F. Mme Goudon, 30 F. Des sympathisants, 30 F. Soutien Valence, 100 F. Soutien Villeurbanne, 10 F. Soutien Villeurbanne, 10 F.

RVI ST-PRIEST : Un ouvrier, 30 F. Un ouvrier, 5 F. Un ouvrier, 10 F. Un ouvrier, 20 F.

RVI FEUILLAT :
Geofroy, 20 F.

VALENCE :
Delas Denis, 100 F. Denise, 50 F.

GRENOBLE :
M. Coeur, 50 F. Durand et Roussillon, 100 F. Mme Verdier, 8 F. Mercier, 50 F. Un ouvrier communiste, 100 F. Un étudiant, 15 F. Henri, 20 F. Jean, 10 F. Robert, 30 F. Henri T., 20 F. Jean, 30 F. René, 20 F. Une lectrice, 30 F. Une chômeuse, Gisèle Meyer, 100 F. Une mère de militants, 50 F. Hervé Passarotto, 20 F. Un sympathisant, employé communal, 30 F. Une sympathisante, employée communale, 200 F. Une sympathisante, employée communale, 50 F. Jean Luc, 50 F.

ARCUEIL :
L.Q., « pour que l'union des révolutionnaires se renforce et s'élargisse », 200 F.

ROYAN :
H.M., 500 F.

DIEULEFOL :
E.R., 70 F.

CHÂLON-SUR-SAÔNE :
Mano et Sylvain, 500 F. Hamouda, 20 F. Chandler 10 F. X, 10 F. Petit, 10 F. Lourenço, 10 F. Martins, 10 F. Picard, 20 F. Messouse, 10 F. Anonyme, 10 F. Rousseau, 20 F. Mascotte, 15 F. Lina, 10 F. X, 5 F. Anonyme, 25 F. Victor, 10 F. Anonyme, 10 F. Russi, 10 F.

RVI VENISSIEUX :
Un ouvrier, 10 F. Un ouvrier, 10 F. Un ouvrier, 5 F. Un ouvrier, 5 F. Un ouvrier, 20 F. Benchitrite Yves, 10 F. Un préretraité mécontent, 10 F.

DIEU-LE-FIT (26) :
Roux Emile, 130 F.

MARSEILLE : CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT :
Michel, 20 F. Cannoués (Corinne), 14 F. Carmin, 20 F. Jolibois, 50 F. Marc ardu, 20 F. 6e secteur : Retraité, 14 F. Retraité, 4 F. Habitant de l'Estaque 4 F. Habitante du Rove, 50 F. Monique, 5 F. Jean-Louis Castaneda, 10 F. Jean-Claude Manca, délégué CGT, 10 F. Un smicard, 4 F. Danielle, 50 F.

MARSEILLE :
Guidi, 20 F. Martigues, 50 F. Irène, 5 F. Andréa Ederet, 10 F. El El Hassan, 10 F. Nathalie, 10 F. Christian, 10 F. Christine, 15 F. Un travailleur révolutionnaire, 90 F. Ouvrier de la réparation, 14 F. Simon M. et T., 20 F. Sympathisant « paline », 10 F. Sympathisante Marseille, 70 F. Sympathisante, 80 F. Denis, 50 F. Sympathisante, 50 F. Roche, 100 F. Taranger, 15 F. Calmettesn, 100 F. Anonyme, 50 F. Tisil, 14 F. Dame 50 ans sympa, 10 F. Muller, gars sympa, 20 F. Fasciula Hélène, 30 F. Une famille pour la lutte, 4 F. Une dame qui votera pour nous, 1 F. Déçu par la gauche, 10 F.

MONTPELLIER :
Martinez, 100 F. Lacas, 52 F.

CHAMBERY :
Mytnik 10 F. Cartron J.P., 20 F. Vincent Georges, 100 F. Delamarre Albertina, 50 F. Un enseignant de Chambéry, 45 F. Un cheminot de Chambéry, 200 F.

TOTAL DE LA SOUSCRIPTION A CE JOUR : 51.704 F

A travers la campagne

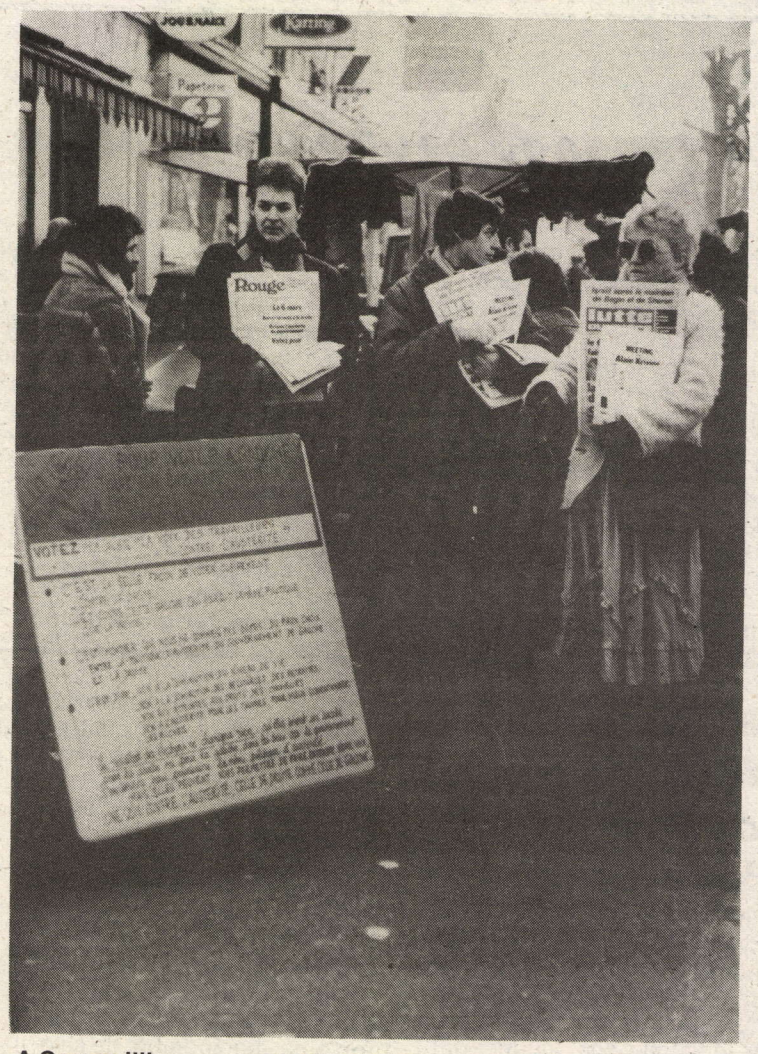
Ça changera le jour où on ira dans la rue...

« *Je n'irai pas voter. Tous les mêmes ! Ça changera le jour où on ira dans la rue* » : ces réflexions, on les retrouve parfois. Quelques électeurs de gauche vont même jusqu'à dire, comme cette travailleuse de Tours : « *C'est pire qu'avant. Avec la droite, les travailleurs n'avaient pas d'illusions, ils savaient ce qui les attendait. Alors qu'avec la gauche, ils ont espéré et la gauche leur a menti* ». Ou comme ce cheminot de Bourges, qui défendait au début contre nous la politique du PCF, puis qui a reconnu, en s'adressant à trois autres cheminots qui l'accompagnaient : « *Hein, franchement, si c'était Barre qui avait bloqué les salaires, qu'est-ce qu'on aurait fait ? Eh bien on serait descendu dans la rue. Et s'ils avaient licencié des délégués ? On aurait fait grève. Là, les syndicats ne font rien. Oui, il nous faudra lutter* ».

Il faut des luttes

A Orléans, un secrétaire de cellule du PCF, qui a une cinquantaine d'années, au PC depuis 30 ans : « *Vous, les gauchistes,* a-t-il dit, *je ne suis pas toujours d'accord avec ce que vous dites. Mais aujourd'hui, c'est vous qui défendez la politique qu'il faut pour les travailleurs.* » Il regrettait que le PCF ait changé de ton vis-à-vis des socialistes. « *Je me souviens de ce qu'Arlette Laguiller disait de Mitterrand en 1974. Elle avait raison. Et vous avez raison de toujours dire la même chose. C'est ce que je discute avec les copains en cellule, et il y en a qui pensent comme moi. Mitterrand, je n'ai jamais pu le sentir. En 1981, j'ai été jusqu'au bureau de vote, mais j'ai rebroussé chemin ; je n'ai pas pu mettre un bulletin dans l'urne pour lui... Je pense que la limite ne passe pas entre la gauche et la droite, mais entre d'un côté vous et nous, et de l'autre côté tous les autres. Je pense qu'on se retrouvera ensemble dans les bagarres futures, car vous êtes aussi communistes.* »

Cette campagne électorale a été pour les candidats de *« La voix des travailleurs contre l'austérité »* et pour tous ceux qui leur donnent un coup de main l'occasion de discuter, sur les marchés, dans les HLM, pendant qu'ils collaient leurs affiches... Et si bien des gens sont indifférents, si un certain nombre de travailleurs nous disent qu'ils sont satisfaits par l'action du gouvernement (tel ce travailleur de Marseille, qui sympathise avec le Parti Communiste : *« La gauche en 20 mois ne peut pas refaire ce que les autres ont démoli en 23 ans ; j'ai peur du retour de Chirac, je suis très content de ma retraite à 60 ans »*), en revanche nous avons droit aussi à des réflexions comme celle entendue sur le marché de Villeurbanne : *« On a voté le 10 mai pour le changement, et il n'y en a pas. Alors, on va encore voter pour le changement : je vais voter pour vous !*



A Gennevilliers... (ph.LO)

☐ Charles Hernu, c'est plus sûr...

... C'est l'un des slogans de la campagne électorale d'Hernu sur Villeurbanne. Qu'il soit maire de la ville depuis 1977, cela il ne manque pas de le rappeler, en invoquant un bilan positif de sa gestion municipale.

Mais il voudrait bien faire oublier, en tout cas l'espace d'une élection, qu'il est aussi et avant tout ministre de la Défense. Il voudrait faire oublier qu'à ce titre il est directement responsable du formidable gâchis que représente les milliards de dépenses militaires, milliards qui sont autant d'argent sacrifié au détriment des équipements collectifs en général et de ceux des communes en particulier.

Mais il ne faut surtout pas parler de cela. « Parlons gestion municipale », dit en l'occurrence Hernu. Pourtant, parmi toutes les affiches qu'il fait coller sur les murs, il y en a une où il se revendique de la « rigueur » c'est bien la même « rigueur » dont se revendiquent les autres ministres, Mauroy et Delors en tête, c'est-à-dire l'austérité.

Pour l'état-major de l'armée et pour les industriels de l'armement, Hernu c'est peut-être « plus sûr », mais il sera peut-être plus dur de faire croire ça au travailleur de Villeurbanne.

☐ Mexandeau a la mémoire qui flanche

Jeudi 24 février, Louis Mexandeau, le ministre des PTT, est allé dans le cadre de sa campagne électorale au Centre de Tri Automatique de Caen, à la pause de l'équipe de nuit.

Il faut dire que l'intérêt du ministre pour les préoccupations des travailleurs qui dépendent de son ministère ne doit pas être étranger au fait que Mexandeau conduit la liste d'Union de la gauche à Caen, contre le maire sortant de droite.

Les postiers ont profité de son arrivée impromptue à la cafétéria pour lui demander pourquoi la prime sur les heures de nuit était moins élevée que ce que ses bras droits locaux avaient promis.

Mais Monsieur le ministre n'a su que répondre qu'il n'était pas au courant, ce qui a jeté un froid...

Interrogé par les techniciens de maintenance d'HBS (une filiale de Thomson-Brandt) sur leurs problèmes de reclassement (les PTT doivent reprendre à Thomson la maintenance du matériel de tri automatique), il a fait la même réponse, c'est-à-dire pas de réponse ! Et lorsque les techniciens HBS lui ont naïvement présenté des lettres signées de sa main à ce propos, sa mémoire ne s'est pas rafraîchie et il paraissait découvrir les réponses qu'il avait lui-même faites... à croire qu'il est amnésique.

Si toutes les prestations électorales de Mexandeau sont du même style, il va sûrement faire un tabac !

☐ Pas de siège pour Jospin à la RATP Championnet

Mardi 1er mars, Jospin, candidat dans le 18e arrondissement de Paris, s'est invité au centre RATP de Championnet pour appeler les travailleurs à voter pour lui. La réunion devait se tenir au réfectoire, rue du Mont-Cenis. Mais pas de chance : le matin même, les militants du PCF, nombreux sur le centre, étaient venus récupérer « leurs chaises » deux ou trois heures avant la réunion de Jospin.

C'était la panique au Parti Socialiste, qui a même téléphoné à Essig, le patron de la RATP, pour avoir des sièges pour Jospin.

La réunion a finalement eu lieu avec une quinzaine de participants. Mais Jospin n'était pas au bout de ses peines pour autant. En effet, il a dû répondre à un certain nombre de questions embarrassantes sur l'austérité, le blocage des salaires... Bref, il n'avait qu'une seule envie : quitter le siège si difficilement acquis, sous prétexte de rejoindre une autre réunion avec des parents d'élèves qu'il devait espérer plus accueillante.

☐ Tous dans le même sac

A quelques jours des municipales, on continue à s'égratigner sec au sein du Parti Socialiste et à l'entour. Il y a de petites polémiques : celle d'il y a plusieurs jours déjà, suscitée par le rapport de Michel de la Fournière au sein du Bureau exécutif, à propos des droits de l'homme ; ou celle, dernière en date au moment où nous écrivons, qui voit Paul Quilès s'affronter à un ami du pouvoir, Michel Jobert, leader des Démocrates, pour plagiat (ce dernier lui a purement et simplement « *piqué* » le titre *Paris pour tous* pour servir d'étiquette à sa liste dans le 13e arrondissement de Paris).

Et il y en a qui font plus sérieux : celle par exemple qui oppose les « orthodoxes », comme Mauroy ou Poperen, aux rocardiens. Dans sa publication *Synthèse Flash*, Poperen s'en prend en bloc à Jean-Pierre Cot et à ses « articles révisionnistes », à Michel Rocard et à Edmond Maire, oiseaux de mauvais augure qui passent leur temps à annoncer l'austérité socialiste, les englobant dans la même réprobation. Il fustige cette « *gauche de l'échec* », seulement capable d'apporter « *une aide aux adversaires du gouvernement* ».

La presse en conclut qu'il y a deux gauches dans le Parti Socialiste. D'un côté, il y aurait celle de Mauroy, qui nie que le gouvernement ait « *la volonté d'avoir un plan d'austérité* », même si des « *corrections* » et des « *inflexions* » s'avéraient nécessaires en cas « *d'écueils et de difficultés* ».

Et de l'autre celle de Rocard, qui s'est fait l'apologiste d'un nouveau plan de rigueur pour sortir la France de « *l'hiver économique* ».

En réalité, il y a des dirigeants socialistes qui ont dans leur sac plusieurs variantes d'une même politique, une politique qui dans tous les cas consiste à imposer l'austérité aux travailleurs. Et quand une carte est usée, on peut en prendre une autre.

EN BREF...

Un langage peut en cacher un autre

Même s'il n'avait pas son style bon enfant ni celui du père peinard qu'il affichait jusque-là dans cette campagne électorale, même s'il a adopté un ton plus agressif au Club de la presse d'Europe n° 1, Mauroy ne s'est pas subitement métamorphosé.

A une semaine des élections municipales, il ne pouvait pas faire moins vis-à-vis des candidats du Parti Socialiste qui craignent pour leurs places dans les mairies.

Mais même si Mauroy a eu un ton qualifié de combatif, même s'il a lancé : « *Le gouvernement de la gauche est celui de la parole donnée et tenue. S'ils étaient restés au pouvoir, ceux du château, nous en serions à 2,5 milions de chômeurs et nous filerions sur les 3 millions* », il ne suffit pas de traiter ceux d'en face de « *gens du château* » ; encore faudrait-il ne pas leur servir de larbin !

Quant aux promesses, Mauroy, qui ment comme un cochon quand il s'agit de promesses tenues, se garde bien de s'engager sur quoi que ce soit en faveur des travailleurs. Au contraire, il a tenu à parler de nouvelle « *inflexion* » dans le domaine économique, si la crise continuait. On connaît déjà ce genre de terme fleuri : ce sera un nouveau coup d'austérité pour la classe ouvrière. Et là-dessus, on sait qu'on peut faire confiance à Mauroy : c'est bien la seule promesse qu'il est décidé à tenir !

Pierre VILMA

La hiérarchie militaire va pouvoir s'occuper

Hernu, le ministre des Armées, vient de demander au général de division Morisot de faire une étude, dans le but de rapprocher le plus possible de leur domicile les jeunes qui font leur service militaire. Sans que cela ne nuise, bien évidemment, au bon fonctionnement de la « *grande maison* ».

Il faut dire que chaque ministre des Armées s'est déclaré favorable à ce genre de mesures, qui a l'avantage de ne rien coûter et de faire croire qu'on s'occupe de nos petits troufions, sans avoir à s'expliquer sur la fameuse promesse de réduction du service militaire à six mois. Mieux même, cela pourrait faire faire des économies de transports.

Mais le problème, maintenant, ce ne sera pas tant de diminuer les déplacements des appelés que de faire se bouger les têtes pensantes de l'armée...

Et le sourire, c'est gratuit ?

Les débitants de tabac ont décidé, à partir de vendredi 4 mars, de ne plus vendre de timbres-poste. Ils sont, disent-ils, trop mal rémunérés pour un service qui leur prend du temps et ne leur apporte que tracasseries. Cela sent le coup fourré anti-gouvernemental de la part de la confédération des Chambres syndicales des bureaux de tabac, qui regroupe à elle seule 95 % des 43 000 débitants de ce pays et réclame 3 % de remise sur les timbres vendus. Mais cela apparaît surtout comme une opération contre la clientèle de quartier, celle qui pourtant fait marcher leurs affaires, en achetant au passage ses cigarettes ou ses journaux, ou en buvant un « pot » à l'occasion !

Les smicards en augmentation !

Chaque fois qu'elle se sent attaquée sur son programme social, la gauche gouvernementale dégaine et tire... le SMIC. Entre mai 1981 et mars 1983, il y aurait eu 38,3 % d'augmentation du SMIC, pour une hausse des prix de 19,6 % durant la même période, soit une augmentation réelle du pouvoir d'achat de quelque 19 %, si l'on en croit *Le Matin* du 2 mars. Tant mieux !

A partir du 1er mars, c'est à plus de 3.500 F (3.552 F exactement, pour une base légale de 39 heures par semaine) que devraient se monter les plus bas salaires officiels.

Même si ces mesures font des heureux parmi les smicards, il y a quand même un problème : bon nombre de salariés modestes qui touchent un peu plus que le SMIC n'ont pas d'augmentation, eux, et vont, à cause de la pression générale exercée sur tous les salaires, être « rattrapés » par le SMIC.

Le SMIC, ce n'est pas le Pérou, mais grâce à la gauche on sera plus nombreux à l'avoir !

Il était un fois dans « Ouest-France »

Chaban-Delmas a fait part de ses états d'âme au journal *Ouest-France*. Il se déclare « *prêt à servir* », avant qu'il ne soit trop tard, car il craint « *d'encourir le remords qui (l')accompagnerait jusqu'à la tombe de ne pouvoir répondre « présent », si les circonstances toujours imprévisibles l'exigeaient* ». Et puis, afin d'être sûr qu'on ne se méprenne pas, il a ajouté qu'il constitue « *un atout majeur pour le pays* ».

C'est vrai qu'il est le seul homme politique qui ait osé mettre sa feuille d'impôt dans son jeu.

Nu comme Job !

« *Je n'ai pas d'attribution, vous devriez le savoir. Je n'ai pas de moyens et peu de pouvoirs* », a confié Michel Jobert à un journaliste de *Libération* qui l'interviewait après la parution des chiffres (mauvais !) du commerce extérieur.

Pauvre petit Jobert ! Impuissant, léger, inutile... C'est pas sa balance qui lui vaudra un César...

Giscard au garage

Giscard, qui n'a pas l'air de trouver foule à qui parler, s'est rabattu dimanche 27 février sur la Convention des Jeunes Giscardiens à Vincennes, où il a déclaré : « *Les derniers indices publiés confirment nos inquiétudes. La France est en mauvais état* ». Comme si, alors qu'il était au pouvoir, l'état de la France n'avait pas eu quelques ratés, voire quelques grosses pannes. Il est vrai que, comme mécanicien, Giscard est plutôt un charlatan.

Barre trace le chemin : une longue marche pour les godillots

Barre prévoit que les temps vont être durs pour la droite. Ainsi, dans une déclaration au cours d'un meeting, lundi 28 février, à Caluire dans le Rhône, il a déclaré : « *Après les municipales commencera ce que j'appelle la longue marche* ». Il s'adressait à ceux de ses amis politiques de la droite qui sont pressés de reprendre du service. Avec un peu de chance, ils finiront bien par se perdre en chemin.

Une blanchisserie qui ne lave pas plus blanc

Pour Médecin, député-maire de Nice, le linge sale ne se lave pas en famille mais... autour d'une blanchisserie.

Un certain Michel Laurent, entrepreneur, avait reçu la charge de construire la blanchisserie du Centre Hospitalier Régional de Nice pour la coquette somme de 4 milliards de centimes. Comme par hasard, au même moment, René Pietruschi, adjoint au maire, avait reçu trois chèques de 250.000 F de ce même Michel Laurent. Cet adjoint — autre hasard — était lui-même membre du Conseil d'administration du CHR et membre de la commission d'appel d'offres. Et c'est pour tous ces hasards que l'adjoint vient d'être inculpé, ainsi que l'entrepreneur, un autre conseiller municipal, et un architecte, ex-beau-frère de Médecin, qui a participé aux plans de la blanchisserie.

Bien sûr, Médecin n'a pas manqué de crier à la « *machination* ». Mais ce n'est toujours pas ça qui le blanchira !

Il y a 30 ans

QUAND MOURAIT LE « PETIT PERE DES PEUPLES »

Staline est mort il y a trente ans, le 5 mars 1953. Plus personne ne verse de larmes sur lui aujourd'hui, et même les dirigeants soviétiques ont reconnu aujourd'hui une partie des crimes de Staline.

Nous ne résistons cependant pas à la tentation de rappeler ce que le PCF disait à cette époque.

A l'annonce de la mort de Staline, ***L'Humanité*** *publia à la Une un portrait géant de Staline et, pendant cinq jours, imprima sa première page avec un encadré noir. Les titres étaient éloquents :* ***« Staline, maître en socialisme » ; « Staline, théoricien du marxisme-léninisme ».*** *Le PCF adressait le message suivant au Comité Central du PCUS (Parti Communiste d'URSS) :* ***« Nous saurons puiser dans la vie et l'œuvre de Staline, dans ses claires perspectives révolutionnaires, dans sa liaison constante avec les masses, des forces chaque fois renouvelées pour, en suivant la trace de Maurice Thorez, être dignes du beau titre de stalinien, ce titre d'honneur et de gloire ».***

Le PCF organisa un grand rassemblement au Vel d'Hiv, en hommage à Staline. Pierre Courtade décrit ainsi la salle dans ***L'Humanité : « Des milliers d'yeux regardent ce visage. S'il fallait encore un démenti à toutes les calomnies, à tous les mensonges, regardez ce visage ! Tout y signifie : bonté, simplicité, force... Rien d'important ne se fera pendant des siècles qui, d'une façon ou d'une autre, ne soit lié à lui, à son œuvre gigantesque »...***

Quant au correspondant de ***L'Humanité*** *à Moscou, il imagine* ***« la pure rivière qui sera née des larmes versées dans tout l'univers en ces jours pénibles par des centaines de milliers d'hommes ».***

Tous les dirigeants et les journalistes du PCF qui tenaient ces discours étaient allés en URSS et ne pouvaient ignorer la nature policière du régime stalinien, les procès et les grandes purges de 1936-1938, l'assassinat de Trotsky, etc. Cela ne les empêchait pas de continuer à célébrer Staline.

S.F.

FRANCE nouvelle

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

20 m.m. - N° 378 - 14 MARS 1953 - DIRECTEUR POLITIQUE : FLORIMOND BONTE - DÉPOSÉ

LE CŒUR DE STALINE

Tillustre compagnon d'armes et le prestigieux continuateur de Lénine le chef, l'ami et le frère des travailleurs de tous les pays

A CESSÉ DE BATTRE

MAIS LE STALINISME VIT IL EST IMMORTEL

Le nom sublime du maître génial du communisme mondial resplendira d'une flamboyante clarté à travers les siècles et sera toujours prononcé avec amour par l'humanité reconnaissante

A STALINE, A TOUT JAMAIS NOUS RESTERONS FIDELES

LES COMMUNISTES S'EFFORCERONT DE MÉRITER par leur dévouement inlassable à la cause sacrée de la classe ouvrière, du peuple, de la démocratie et du socialisme, de la souveraineté, de l'indépendance nationale et de la paix LE TITRE D'HONNEUR DE STALINIEN

GLOIRE ETERNELLE AU GRAND STALINE

dont les magistrales œuvres scientifiques impérissables nous aideront à rassembler la majorité du peuple et à devenir la force dirigeante de la Nation

SOUS LE DRAPEAU INVINCIBLE DE STALINE

en prenant pour modèle son glorieux Parti Communiste nous marcherons sur le chemin de la victoire

NOUS FERONS UNE FRANCE LIBRE, FORTE ET HEUREUSE

GRANDE-BRETAGNE

Grève générale des mineurs du pays de Galles

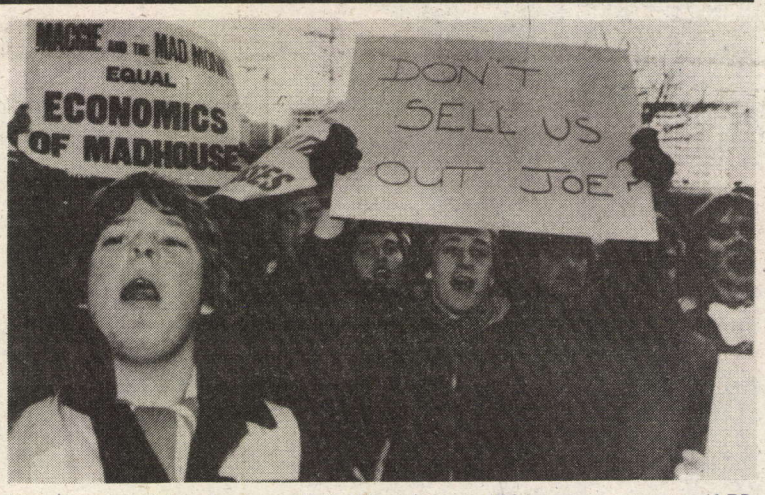
Le 28 février, les 23 000 mineurs des bassins houilliers du sud du pays de Galles ont entamé une grève illimitée contre les suppressions d'emplois.

Le mouvement a démarré la semaine précédente, dans une mine plus que centenaire de la vallée de la Rhondda, à Lewis Merthyr, dont le NCB (les charbonnages anglais) venait d'annoncer la fermeture pour juillet. Or une partie des 540 mineurs de fond, dont l'emploi se trouve ainsi menacé, avaient déjà été mutés dans cette mine après d'autres fermetures, avec la promesse que leur emploi se trouvait garanti jusqu'en 1990. Cela a fait déborder le vase et, pendant une semaine, les mineurs ont occupé le fond de la mine par roulement. Par la suite, à l'appel du NUM, le Syndicat national des mineurs, ils ont été rejoints dans le mouvement par la totalité des 33 mines du sud du pays de Galles.

Comme dans tous les vieux pays d'Europe, les effectifs de l'industrie minière anglaise ont diminué dans des proportions dramatiques au cours des vingt dernières années. Et encore aujourd'hui, le NCB cherche à ne maintenir en activité que les puits les plus productifs. Les régions les plus touchées par les fermetures ont été celles où l'exploitation du charbon était la plus ancienne. C'est précisément le cas du sud du pays de Galles qui, bien que ne comptant plus que 33 puits, a vu quand même le nombre d'emplois miniers diminuer de 8 000 en deux ans ! Et, selon les syndicats, le NCB prévoirait la fermeture de 16 autres puits.

Mais ce qui était supportable il y a quelques années encore ne l'est plus aujourd'hui, où le chômage a atteint un niveau tel qu'il est devenu impossible de retrouver un emploi dans la région, où près d'un travailleur sur cinq est un chômeur. Dans la vallée de la Rhondda, bon nombre de villages miniers sont aujourd'hui à l'abandon : les commerçants ont fermé boutique ; les pouvoirs publics ont cessé d'entretenir les trottoirs, faute de crédits et de ressources ; parfois même les cars ne s'y arrêtent plus. Et pourtant, ces villages sont toujours habités par des familles d'anciens mineurs dont tous les membres sont au chômage, parfois depuis plusieurs années, y compris les jeunes qui souvent finissent par revenir au pays après avoir vainement cherché un emploi stable dans les grandes villes du sud de l'Angleterre.

Depuis 1981, à deux reprises, les mineurs britanniques, y compris ceux du pays de Galles, avaient voté à une large majorité contre les propositions de grève sur les salaires



Manifestation de mineurs gallois à Londres en 1981 (AFP)

que leur faisait la direction du NUM. Sans doute la crainte du chômage et le chantage à la fermeture des puits que faisait le NCB y étaient-ils pour quelque chose. Mais cette fois-ci, le gouvernement de Margaret Thatcher risque de ne pas s'en tirer à si bon compte. Déjà, au pays de Galles, la grève est aujourd'hui totale. Le 7 mars, les gros bataillons des mineurs du Yorkshire et d'Ecosse — près de la moitié des mineurs britanniques — doivent se joindre au mouvement, et peut-être même d'autres régions puisque le NUM est en train d'organiser des consultations dans tout le pays.

Et puis, les grévistes ont quelques raisons d'être optimistes : les ouvriers de l'eau ne viennent-ils pas de battre en brèche le blocage partiel des salaires que voulait leur imposer le gouvernement, au terme d'une grève de quatre semaines ? Sans compter qu'il y a deux ans, en février 1981, il a suffi de quelques jours de grève des mineurs d'Ecosse et du pays de Galles pour que le gouvernement Thatcher remballe les 50 fermetures de puits qu'il prétendait imposer !

François ROULEAU

R.F.A.

Campagne électorale sur fond d'austérité

Le dimanche 6 mars, on votera en Allemagne fédérale. Les élections législatives anticipées avaient été fixées à cette date-là par la nouvelle coalition gouvernementale, arrivée au gouvernement à la suite de la démission des ministres libéraux du gouvernement Schmidt.

Dans ces dernières semaines où le ton a monté, les coups bas n'ont pas manqué, et la révélation du passé de H.J. Vogel — candidat SPD au poste de chancelier —, qui aurait été membre des Jeunesses Hitlériennes, est la dernière bombe lancée à une semaine des élections.

Ces élections qui, selon la presse allemande, se déroulent dans un climat de récession et de chômage (l'Allemagne compte plus de deux millions de chômeurs) et c'est cela qui fait le thème majeur de la campagne électorale. Face à cela, le programme des Chrétiens-Démocrates (CDU) et celui des Social-Démocrates (SPD) qui, à quelques nuances près, sont interchangeables dans la défense des intérêts de la bourgeoisie allemande, prévoient plus d'argent pour les patrons. D'ailleurs, le chancelier Kohl a déjà concrétisé cela en accordant des allègements fiscaux pour les industriels et en faisant une ponction sur les avantages sociaux des travailleurs, qui ont déjà vu leur niveau de vie baisser depuis que l'augmentation des salaires est fixée à un pourcentage par an ne correspondant pas à l'augmentation du coût de la vie.

La différence des programmes réside dans la manière de les présenter. La CDU promet la sécurité et, si Kohl est élu, le retour à l'âge d'or de l'ère d'Adenauer dans les années 1960, années du boom économique. Quant au SPD, il a préféré enfourcher l'autre cheval de bataille de cette campagne électorale qui a souvent éclipsé le chômage et la crise : l'environnement, et surtout les problèmes des euromissiles.

Affiche électorale du Parti Social-Démocrate à Mannhein (ph. Sygma)

Ce parti, qui a bien besoin de redorer son blason après 13 ans de pouvoir, a pourtant un bilan dans ce domaine pas très reluisant. Une enquête du *Spiegel* révèle par exemple que, pendant toutes ces années, un maquis de lois sur la protection de l'environnement ont été édictées mais jamais appliquées. Et l'Info-Institut confirme que les industriels et les autorités chargées de faire appliquer ces lois ne sont jamais entrés en contact. Quant à l'installation des euromissiles sur le sol allemand, on sait ce que le gouvenemnet Schmidt a fait dans ce domaine et la formidable vague pacifiste et antinucléaire que cela a déclenchée en Allemagne. Cela n'a pas empêché pourtant H.J. Vogel, qui met en avant son conseiller écologiste Mayer-Abisch, de se présenter comme le champion de la paix et l'ennemi de l'installation des fusées en Allemagne.

« *Celui qui vote Kohl, vote automatiquement pour les fusées* » est un des slogans de la bataille électorale, et il déclare à tout moment qu'il fera tout « *pour rendre superflu le stationnement des nouvelles fusées sur le sol allemand* ».

Si le SPD vise à rassurer ainsi un électorat très sensible à ces problèmes, il vise surtout à attirer les voix qui iraient aux écologistes pour éliminer les « Verts » du Parlement. Les « Verts » sont en effet devenus les bêtes noires des grands partis. « *Les Verts amènent le chaos en Allemagne et feront augmenter le chômage* », clame la droite. Et des industriels se sont associés pour faire savoir qu'ils retireront leurs commandes passées, si les « Verts » et les « Rouges » gagnaient les élections. Mais ceux qu'ils appellent les « ayatollahs verts » sont à peine mieux traités par le SPD et les syndicalistes, et tous font l'unanimité contre eux.

« *Ils vont rendre le pays ingouvernable* » écrit le *Spiegel*. A croire que tous ces politiciens ont besoin de boucs émissaires.

Marie ANTONIN

ESPAGNE

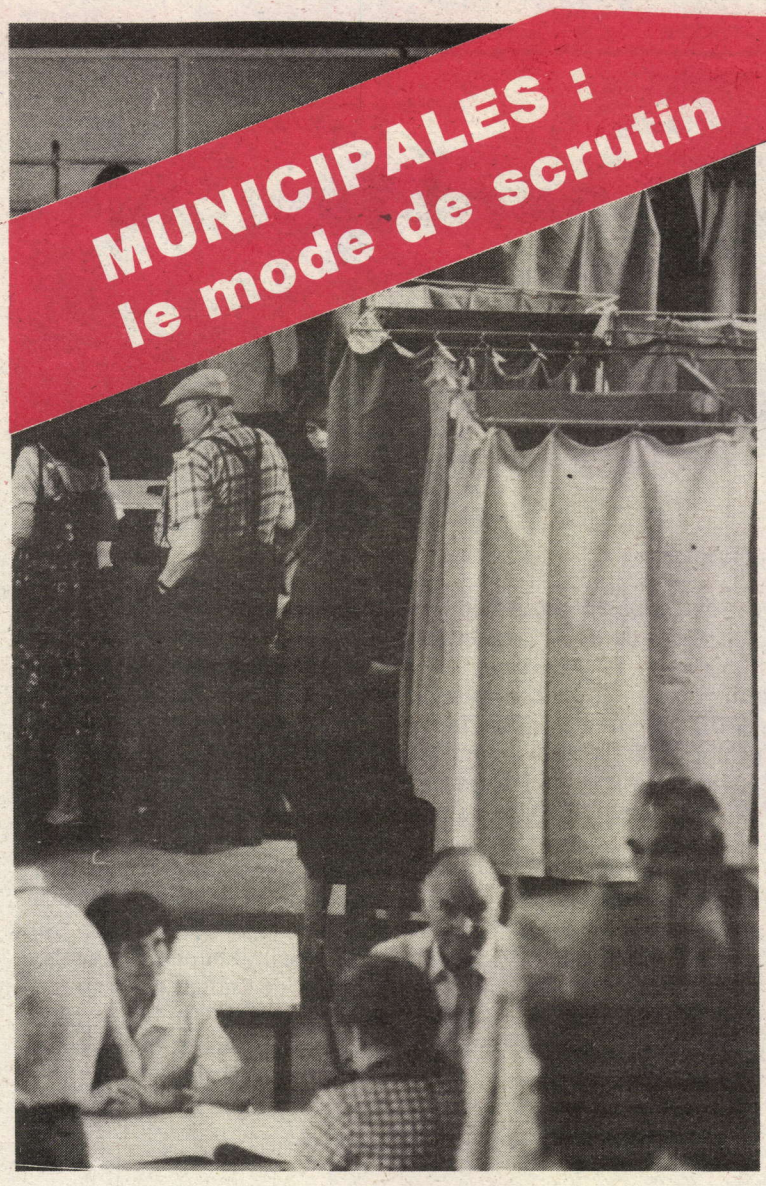
Un contrôle meurtrier de la Garde Civile

Au sud de Madrid, dans la province de Tolède, dans la nuit du dimanche 20 février une famille ouvrière qui rentrait chez elle aux environs de minuit a été mitraillée par la Garde Civile qui a tué un enfant de deux ans et blessé sa mère, au cours d'un contrôle établi sur une petite route départementale. Comme beaucoup d'autres, ce contrôle était absolument irrégulier car il n'y avait que deux gardes civils munis d'une lanterne. En arrivant sur eux, le conducteur n'a vu que les faibles signaux d'une lanterne et, en croyant qu'il s'agissait d'auto-stoppeurs ou de quelques voyous sortant du bal, il ne s'est pas arrêté. C'est alors que les gardes, au lieu de le poursuivre avec leur propre voiture, ont ouvert le feu. Les voyageurs, le couple et leurs trois fils, ont cru que les coups qu'ils entendaient derrière leur voiture étaient des pierres qu'on leur lançait, et le père a accéléré. Et c'est ainsi qu'ils ont parcouru, affolés et avec les pneux crevés, les trois kilomètres qui les séparaient du village le plus proche, pour demander de l'aide, car la mère se sentait blessée. En descendant de la voiture, ils se sont rendu compte que leur petit enfant était blessé lui aussi et, alors qu'ils appelaient à l'aide dans le bistrot du village, les gardes civils sont arrivés avec leur Land-Rover et ont amené la mère et l'enfant à l'hôpital où celui-ci est arrivé déjà mort.

Depuis 1977, à cause « d'erreurs » de ce type, dans de tels soi-disant contrôles, la police et la Garde Civile ont fait 14 morts et 8 blessés. Et tout semble indiquer que les policiers ont l'ordre de tirer en toute circonstance, même dans des contrôles irréguliers, contre toute voiture qui ne respecte pas un signal d'arrêt.

Avant d'être au gouvernement, les socialistes ont critiqué durement quelques-uns des cas cités. Mais actuellement ils font preuve de la plus grande discrétion.

G.C.



MUNICIPALES : le mode de scrutin

DES PROPORTIONS BIEN TRAFIQUÉES

Les 6 et 13 mars prochains, les conseillers municipaux vont être élus avec un nouveau mode de scrutin décidé par le gouvernement et qui serait un scrutin proportionnel.

C'est ce que la gauche appelle tenir ses promesses car elle s'était engagée, dans son programme, à réformer le scrutin majoritaire, profondément antidémocratique de la Constitution de la cinquième République. Mais une fois au pouvoir, les hommes politiques du Parti Socialiste ont voulu, là comme ailleurs, se montrer responsables vis-à-vis de la bourgeoisie.

Alors, avec l'ancienne loi, une liste qui obtenait 50 % des suffrages plus une voix, raflait tous les sièges. Dans ce cas, 49 % des électeurs ne comptaient pour rien.

Aujourd'hui, avec la nouvelle loi, une liste qui obtient 50 % des suffrages plus une voix, ne raflera plus que... 75 % des sièges. Les autres, même avec 49 % des voix, n'en auront que 25 %.

On peut peut-être en dire que c'est moins injuste, mais de là à dire que c'est démocratique, il y a toute la différence entre ce que la gauche pouvait dire, avant d'être au pouvoir, et ce qu'elle fait, depuis qu'elle y est.

En tout cas, si le scrutin actuel est un scrutin proportionnel, on ne voit pas en quoi les listes d'extrême-gauche pourraient faire perdre des sièges à la gauche.

A moins que la barre des 5 % qui existe toujours fasse qu'un certain nombre de voix de gauche ne soient pas représentées par des élus. Dans ce cas, même avec 49 % des voix, la droite pourrait récupérer 75 % des sièges. Mais qui a fait une telle loi « proportionnelle » ? Le gouvernement de gauche, justement.

Et il faut croire que les ministres, tous les responsables de la gauche, préfèrent voir 75 % des sièges et le maire passer à la droite, même si celle-ci n'est pas réellement majoritaire, que de devoir former une majorité avec l'appoint d'élus écologistes ou d'extrême-gauche.

P.V.

Assemblée régionale, Guadeloupe :

avec la proportionnelle revue et corrigée du gouvernement la gauche majoritaire en voix est minoritaire en sièges

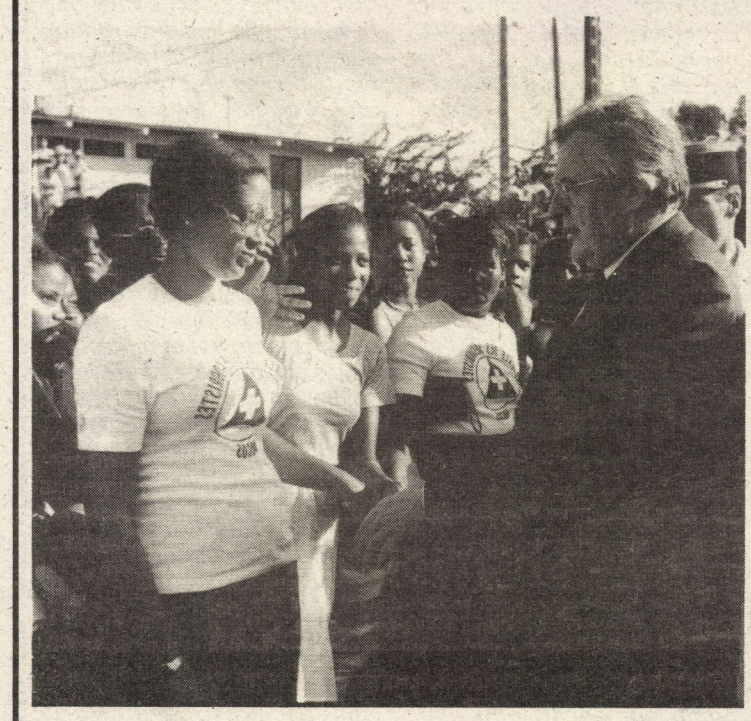
Dans les DOM-TOM ont eu lieu, le 20 février, les élections aux Assemblées régionales. Le scrutin était un scrutin proportionnel mais avec une barre de 5 % pour avoir des élus.

En Guadeloupe, la conséquence en est que l'UDF et le RPR obtiennent 21 sièges avec 49,15 % des voix, et les formations de gauche n'en ont eu que 20 avec 50,03 % des voix.

En effet, à cause de la barre à 5 %, 6 000 électeurs de gauche n'ont pas eu droit à un représentant alors que les autres ont eu un siège pour 2 000 voix.

Et c'est un RPR qui présidera cette assemblée. Mais le gouvernement préférait encore cela que de devoir former une majorité de gauche avec l'appoint d'un candidat indépendantiste ou révolutionnaire.

C'est cela le sens des responsabilités vis-à-vis de la bourgeoisie.



Mauroy aux Antilles en février, il préfère une majorité de droite, à la présence d'élus indépendantistes ou d'extrême-gauche. (AFP)

Le nouveau mode de scrutin dans les communes de plus de 3 500 habitants

Pour l'emporter au premier tour, une liste devra recueillir la majorité absolue des suffrages, c'est-à-dire plus de 50 %. Elle obtient alors d'office la moitié des postes à pourvoir, arrondie à l'entier supérieur.

L'autre moitié est alors répartie selon la représentation proportionnelle, à la plus forte moyenne entre toutes les listes, y compris celle qui a déjà obtenu la moitié des postes. Sont exclues de ce calcul les listes n'ayant pas obtenu 5 % des voix.

Cas du second tour : il a lieu dans la mesure où aucune liste n'a obtenu la majorité absolue. Mais ne peuvent alors y participer que les listes ayant obtenu au premier tour 10 % des suffrages exprimés. Des regroupements sont aussi possibles, mais seulement pour les listes ayant obtenu au moins 5 % des voix au premier tour. Ne peuvent être candidats au second tour que les candidats qui l'ont été au premier.

La moitié des sièges, arrondie à l'entier supérieur, est automatiquement attribuée à la liste qui arrive en tête au second tour, quel que soit le nombre des suffrages qu'elle obtient. Puis les autres sièges sont répartis à la proportionnelle entre toutes les listes, y compris celle qui a déjà obtenu la moitié des sièges, à l'exception des listes n'ayant pas recueilli 5 % des suffrages. Ces dernières n'ont donc aucun élu.

UN EXEMPLE CHIFFRÉ

Prenons une ville de 75 000 habitants. Il y a donc 49 sièges à pourvoir, d'après la loi.

Admettons que les résultats soient :

Suffrages exprimés : 60 550 ; liste A : 30 334 (50,1 %) ; liste B : 30 216 (49,9 %).

La liste A a donc la majorité absolue : elle obtient donc la moitié des sièges arrondie à l'entier supérieur soit 25.

Les autres sièges, soit 24, sont alors répartis à la représentation proportionnelle. Le nombre de suffrages exprimés étant de 60 550 le quotient électoral est alors de 60 550 : 24 = 2 522. La liste A obtient 30 334 : 2 522 = 12 sièges. La liste B obtient 30 216 : 2 522 = 11 sièges. Il reste un siège à attribuer. Les moyennes des listes sont alors :

Pour la liste A, 30 334 : 12 + 1 = 2 332 ; pour la liste B, 30 216 : 11 + 1 = 2 518.

La plus forte moyenne est celle de la liste B, qui obtient donc le dernier siège.

En définitive, 37 sièges iront à la liste A et 12 à la liste B.

Ce n'est là qu'un cas de figure, le plus simple, car il n'y a que deux listes en présence et un seul tour. Dans le cas d'un deuxième tour et de plus de deux listes en présence, les calculs se compliquent, mais les principes de calcul restent les mêmes.

La nouvelle loi dans les communes de 3 500 à 2 500 habitants

La loi a maintenu le scrutin majoritaire à deux tours. Il faut présenter des listes complètes, mais les électeurs ont la possibilité de panacher et de pratiquer un vote préférentiel.

Dans les communes de moins de 2 500 habitants

Les candidatures individuelles sont possibles. Les listes peuvent être donc incomplètes. Les électeurs peuvent panacher, barrer les noms et même voter pour des personnes qui ne sont pas candidates.

Les modalités de l'ancienne loi

Rappelons que l'ancienne loi prévoyait trois cas de figure : les communes de 2 500 habitants et moins (là, rien de changé), les communes de 30 000 habitants et moins et les communes de plus de 30 000 habitants. Dans ce troisième cas, le scrutin était majoritaire à deux tours et la liste qui avait la majorité emportait tous les sièges. Dans les communes de 30 000 habitants et moins, le scrutin était majoritaire à deux tours, avec la possibilité de panacher et de faire un vote préférentiel. De plus, la fusion de listes était possible et de nouvelles candidatures aussi. Etaient élus au premier tour tous les candidats (et non les listes entières) qui avaient obtenu la majorité des suffrages exprimés et le quart des voix des électeurs inscrits. Au second tour, les sièges en ballotage étaient attribués à la majorité relative.

BAISSE DE L'OR

Saint-Lingot perd la boule... les bourgeois ont les boules !

La baisse de l'or a engendré une belle panique, au moins dans les titres des journaux et dans les milieux financiers.

C'est que les détenteurs de capitaux ont bien des problèmes ! Heureux les smicards qui n'ont pas à se triturer la cervelle pour savoir quoi faire de leur argent, ni à souffrir de douloureuses insomnies à l'idée que leurs 3 552 francs mensuels sont en train de se déprécier sous l'effet de l'inflation !

Parce que, pour les bourgeois, la vie est bien dure. Forcément, quand on dispose comme eux de sommes d'argent considérables, on ne va quand même pas investir dans l'industrie : ça ne rapporte pas assez ! Et pas question non plus de laisser dormir cet argent dans un bas de laine, parce que l'inflation, ça vous mange des millions de francs chaque année. Alors fatalement, voilà ces pauvres bourgeois réduits à une quête perpétuelle de placements qui rapportent gros, et le plus vite possible.

Et l'or, c'est justement l'un de ces placements profitables : en achetant pour 60 millions de centimes d'or l'année dernière et en le revendant au moment propice six mois plus tard, on pouvait réaliser 35 millions de centimes de bénéfices ! Allez donc trouver un placement industriel qui rapporte du 58 % en six mois ! Même en poussant au maximum l'exploitation des ouvriers, aucun patron de l'industrie ne parvient à de telles performances !

Aujourd'hui, l'or a baissé. Ceux qui en avaient beaucoup et qui ne l'ont pas vendu à temps ont perdu en quelques jours 14 % de leurs fonds. Et quand ces fonds se chiffrent par dizaines de millions de francs, ce sont des pertes qui se chiffrent en millions de francs.

Alors, c'est la panique dans les milieux financiers, même si les perdants d'aujourd'hui sont les mêmes qui ont réalisé des bénéfices bien plus considérables hier, lorsque l'or montait en flèche.

Mais c'est aussi la panique parce que ces pauvres financiers ne savent plus à quel saint se vouer : si même le saint-lingot se met à ruer dans les brancards, sur quoi vont-ils bien pouvoir spéculer !

Mais les bourgeois crient avant d'avoir vraiment mal. Parce que, même s'ils essuient quelques pertes de temps à autre — et après tout, ce ne sont que les risques du métier : pour que les uns gagnent, il faut bien que d'autres perdent —, l'un dans l'autre, leurs trafics continuent à être des plus lucratifs à long terme.

A coup sûr, la spéculation rapporte plus aux capitalistes que de travailler, ou même d'investir dans des choses utiles. La preuve d'ailleurs, c'est qu'ils se gardent bien d'investir dans la production. Ils sont capitalistes, que diable, pas philanthropes ! Et si, faute d'investissement, le chômage augmente, les travailleurs n'auront qu'à se serrer la ceinture et les plus pauvres pourront toujours se nourrir de lingots d'or, puisqu'ils baissent...

Mais en attendant, baisse ou pas baisse, ce n'est pas encore demain qu'on verra tout ce beau monde se débarrasser de son magot d'or !

François ROULEAU

T'as pas un louis ?

Les financiers ont beau gémir sur leurs mésaventures avec l'or, cela n'empêche pas la spéculation d'être florissante.

Ainsi *Le Monde* du 2 mars souligne le développement vertigineux du marché à terme de l'or. Ce marché a la particularité que ceux qui y sont admis — mais évidemment, ce n'est pas le commun des mortels, on ne prête qu'aux riches ! — peuvent jouer sur de grosses quantités d'or avec des mises de fonds relativement faibles, environ 5 % du prix de l'or mis en jeu. *Le Monde* cite en particulier l'exemple du marché de l'or de Chicago, le deuxième des Etats-Unis en importance, où le montant des transactions a atteint la bagatelle de 60 milliards de dollars en 1982, soit l'équivalent de la moitié du budget de l'Etat français pour la même année, ou encore sept fois la production annuelle d'or de l'Afrique du Sud !

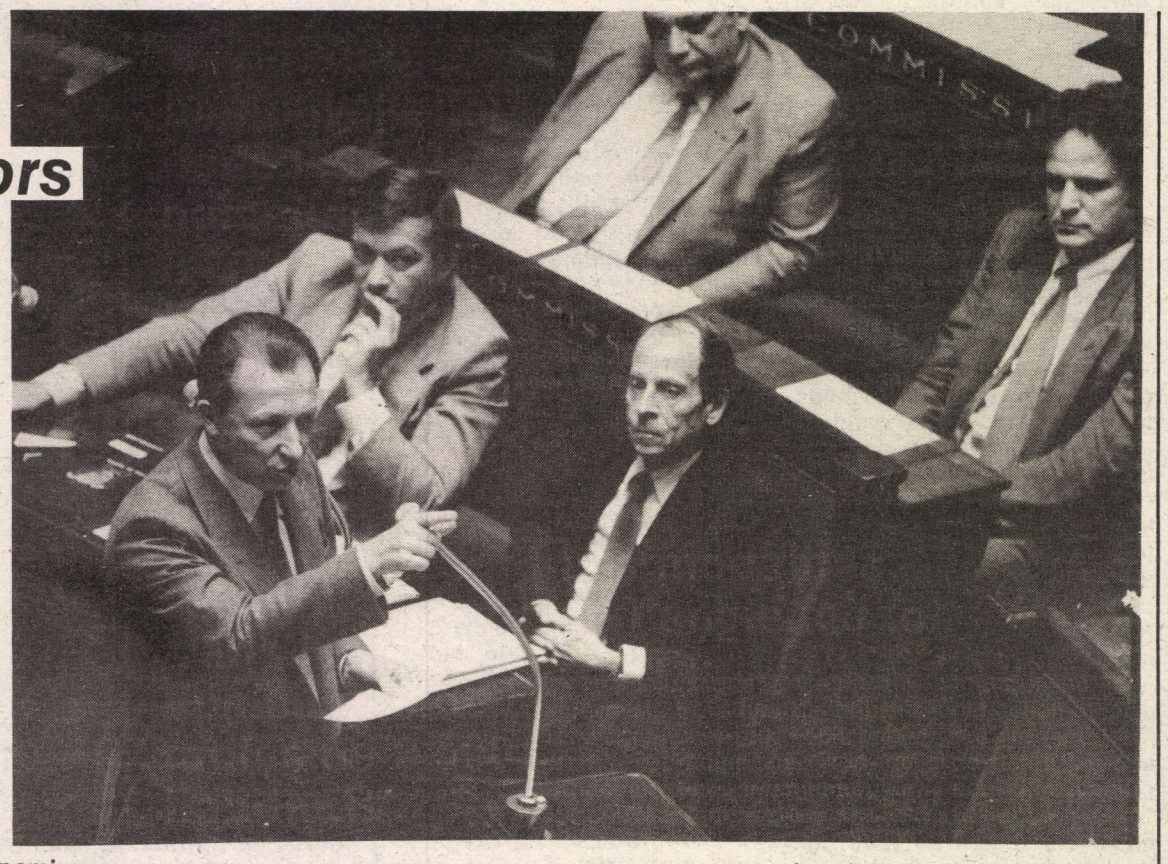
Tout ce qui bouge, c'est... la reprise

Certains « économistes » ont prétendu voir dans la baisse de l'or la confirmation d'un début de reprise de l'économie américaine. Selon eux, si les capitalistes vendent leur or, c'est qu'ils souhaitent investir dans l'économie. L'ennui, pour ces belles prévisions, c'est que ceux qui s'y livrent sont bien incapables de mesurer ce qui est dû à des mouvements purement spéculatifs. Et comme ils en sont incapables, ils font comme si ces mouvements spéculatifs n'existaient pas.

C'est qu'une fois de plus ces prétendus économistes tirent argument des variations du premier indice économique venu pour prédire une reprise qui les arrangerait bien, mais que personne ne voit venir. La semaine précédente, les mêmes avaient sauté à bras raccourcis sur une remontée des carnets de commandes de l'industrie du bâtiment américaine. Manque de chance, à peine l'encre des journaux était-elle sèche qu'on annonçait la faillite de l'American City Bank, un gros établissement financier californien, justement spécialisé dans le financement de... la construction.

Aujourd'hui, ces pythies du capitalisme se nourrissent de la baisse de l'or. Demain ils trouveront autre chose. Pendant que les patrons spéculent sur l'or, les larbins spéculent sur la crédulité du bon peuple.

Une note qui vaut Delors



Selon une note du directeur de la Prévision adressée à son ministre Delors, note qu'a publiée le *Canard enchaîné,* il faudrait s'attendre à deux dévaluations prochaines du franc de 8 %, l'une avant juin 1983 et l'autre un an plus tard. L'endettement de la France irait en s'aggravant jusqu'à en devenir **« insupportable ».**

Pour faire face à ces perspectives peu réjouissantes, le sous-fifre de Delors se décide **« à une action à court terme »**, pour réduire la consommation intérieure **« dont le niveau est encore trop fort par rapport à nos partenaires »**. Et il propose en particulier que le gouvernement choisisse entre deux possibilités : soit **« une hausse des cotisations sociales des ménages »** (de 2 % par mois), soit **« une baisse (non rattrapée) des salaires nominaux »**. Carrément, donc, baisse des salaires, rien que ça !

De plus, ces **« budgets économiques »** proposés par son service peuvent amener une **« progression du nombre des demandeurs d'emploi »** de l'ordre de 20 % d'ici la fin 1984 !

Et, conclut le *Canard enchaîné,* accessoirement et pour la bonne bouche, la note repousse avec mépris l'idée même d'une **« hausse de l'impôt sur le revenu »** qui **« risquerait d'être concentrée sur des ménages à revenu élevé dont la propension à consommer est inférieure à la moyenne ».**

Le *Canard enchaîné* ne dit pas combien ce directeur est payé pour proposer de baisser les salaires des travailleurs.

Odeurs...

Les parfums français ne sont plus ce qu'ils étaient... Leur « réputation » est toujours « excellente à l'étranger », paraît-il, mais... ils ne sont plus français ! Saint-Laurent est passé sous contrôle des laboratoires Squeeb, L'Oréal gravite dans l'orbite de Nestlé, Rochas dans celle d'Hoescht.

Alors, si on comprend bien, quand on « sent français », ça profite aux capitaux étrangers ? De quoi faire froncer du nez au PCF !

Après le Conseil national palestinien

La voie étroite d'Arafat et de l'OLP

Cinq mois après le départ de l'OLP de Beyrouth, le Conseil national palestinien qui s'est tenu à Alger et s'est terminé le 22 février a fait le point sur les perspectives de l'organisation palestinienne aujourd'hui, après l'important revers qu'a été pour elle la guerre du Liban.

Après la session du Conseil, sorte de Parlement comprenant des représentants des Palestiniens dispersés dans tout le monde arabe, c'est d'abord un homme, Yasser Arafat, qui apparaît comme le leader incontesté du mouvement palestinien. Malgré les critiques de la fraction « dure » du mouvement, le Conseil national palestinien l'a élu président du Comité Exécutif de l'OLP et désormais seule une nouvelle réunion du « Parlement » palestinien pourrait en principe le démettre, ce qui n'était pas le cas auparavant.

UN HOMME POLITIQUE HABILE...

C'est sans doute en partie le résultat de l'habileté d'Arafat lui-même. Le président de l'OLP est rompu depuis longtemps à l'art du compromis entre les diverses fractions du mouvement palestinien. Il sait tout à la fois exalter la « lutte armée », proclamer que le peuple palestinien luttera jusqu'au bout pour retrouver son sol, et esquisser de subtiles manœuvres diplomatiques en direction des dirigeants arabes, occidentaux ou autres. Il a su faire que, pour une grande partie du peuple palestinien, le soutien à son organisation de résistance se personnalise autour du nom de Yasser Arafat. Mais il sait aussi manœuvrer, s'appuyer sur les rivalités internes au monde arabe, trouver tout à la fois l'appui des Saoudiens contre les Syriens ou celui des Syriens contre les Saoudiens. Il s'est ainsi, à plusieurs reprises, spectaculairement « réconcilié » avec les dirigeants arabes les plus hostiles à la cause palestinienne. On l'a vu au mois de septembre dernier, lors du sommet arabe de Fez, saluer avec le plus grand sourire ces mêmes dirigeants arabes qui avaient laissé sans la moindre réaction l'armée israélienne pénétrer au Liban et en chasser l'OLP ; tout comme on l'avait vu, des années plus tôt, serrer démonstrativement la main du roi Hussein de Jordanie après que celui-ci eut massacré les fedayins palestiniens de son pays, lors du « Septembre noir » de 1970.

Cette habileté politique, ce sens de la manœuvre, Arafat l'a aussi sans aucun doute au sein du mouvement palestinien lui-même. Et c'est ce qui lui vaut de s'imposer finalement comme l'arbitre suprême d'un mouvement palestinien pourtant très divers, et dont les différentes tendances sont souvent venues aux mains entre elles.

UNE SITUATION DIFFICILE POUR LE MOUVEMENT PALESTINIEN

Mais le succès personnel d'Arafat se place surtout dans le cadre de la situation difficile qui est aujourd'hui celle du mouvement palestinien. L'armée israélienne occupe le Sud-Liban et ne manifeste aucune intention d'en partir. Le gouvernement libanais de Gemayel lui-même manifeste sa volonté d'empêcher tout retour des Palestiniens à la liberté d'action dans les zones qu'il contrôle. Les dirigeants des autres Etats arabes sont de toute évidence bien satisfaits de voir l'OLP écartée de la dernière zone où elle pouvait agir en liberté : le Sud-Liban. Et l'on ne voit guère aujourd'hui quelle force pourrait bien contraindre les dirigeants israéliens à retirer leurs troupes de tout ou partie des territoires qu'elles contrôlent au Sud-Liban, en Cisjordanie et à Gaza, et à faire place aux droits nationaux du peuple palestinien.

Car le renforcement militaire d'Israël, l'extension des territoires qu'il contrôle, viennent s'ajouter à d'autres facteurs, comme le rapprochement de l'Egypte avec les USA, ou l'évolution de plus en plus pro-occidentale de l'Irak, pour faire des USA le maître du jeu incontesté au Proche-Orient. Du Liban à l'Arabie Saoudite et de l'Irak à l'Egypte, c'est d'abord dans l'établissement de bonnes relations avec l'impérialisme américain que les Etats vont chercher une protection — bien illusoire d'ailleurs — contre d'éventuelles menées israéliennes. C'est en dernière analyse la présence militaire israélienne qui amène tous ces régimes à mettre en veilleuse leurs velléités nationalistes et à chercher un rapprochement avec la seule puissance susceptible de freiner quelque peu les actions agressives d'Israël, c'est-à-dire les Etats-Unis. Mais c'est justement pour cela que les USA ne tiennent nullement à s'affronter réellement avec leur protégé israélien : celui-ci est un auxiliaire bien trop efficace et trop utile pour qu'ils envisagent de faire sur lui des pressions réelles, même si ce devait être dans l'intérêt de l'équilibre global de la région... et de celui de la domination américaine.

A LA RECHERCHE DE LA MOINDRE POSSIBILITÉ DE RÈGLEMENT DIPLOMATIQUE

C'est pourtant la seule issue que l'OLP est aujourd'hui amenée à rechercher. Il s'agit pour elle de saisir toutes les possibilités, si ténues soient-elles, d'obtenir quelque chose des va-et-vient diplomatiques entre les différentes capitales arabes, ou entre Washington et Jérusalem. C'est pourquoi la centrale palestinienne a reconnu la validité non seulement du plan de règlement adopté lors du sommet arabe de Fez ou du plan de règlement proposé par les dirigeants soviétiques, mais aussi finalement, avec quelques réserves, celle du « plan Reagan » proposé par le président américain au mois de septembre. Yasser Arafat a même, dans une certaine mesure, été au-devant des désirs de Reagan en rencontrant Hussein de Jordanie et en faisant adopter par le Conseil palestinien un projet de confédération jordano-palestinienne conforme à ce « plan Reagan ». Accepter la tutelle d'Hussein, c'est offrir d'avance à Reagan la garantie qu'un éventuel Etat palestinien sera tout à fait pro-occidental et ne sera nullement un allié de l'URSS au cœur du Proche-Orient et aux portes de Tel-Aviv.

Alors, c'est bien Yasser Arafat qui est pour l'OLP l'homme de la situation, celui qui peut faire des appels du pied à Washington et se ménager l'appui de Moscou, tendre la main aux dirigeants égyptiens et à Hussein de Jordanie ou au prince Fahd d'Arabie Saoudite pour saisir la moindre possibilité de règlement diplomatique, au cas où les maîtres du jeu américains accepteraient finalement d'exercer quelques pressions sur leur allié israélien, le tout en maintenant au maximum l'indépendance de l'OLP, son existence en tant qu'appareil armé prêt, lui aussi, à saisir les occasions possibles. Pour se maintenir dans cette voie étroite, il faut certes être un équilibriste comme Yasser Arafat.

Mais c'est dire aussi qu'aujourd'hui la politique de la centrale palestinienne n'offre guère de perspective ni au peuple palestinien, ni aux autres peuples de la région. En fait, face à l'omniprésence de l'impérialisme américain, face à tous les régimes qui lui sont soumis, aucun mouvement nationaliste ne peut leur offrir de perspective réelle. C'est l'impérialisme qu'il faut abattre. Et cela, il n'y a que la lutte de tous les peuples de la région — y compris le peuple israélien —, sur une base internationaliste, qui puisse le faire.

André FRYS

Yasser Arafat au congrès de l'OLP à Alger

La diaspora du peuple palestinien

Un camp palestinien au Liban, avant l'invasion israélienne

Les Palestiniens, c'est-à-dire les Arabes qui résidaient avant 1948 sur le territoire de la Palestine sous mandat britannique ou leurs descendants, sont au nombre de 4,5 millions environ. D'après le bureau des statistiques de l'OLP, ils se répartissent comme suit (situation fin 1981) :

550 000 demeurent en Israël même où ils sont citoyens de seconde zone. 1 284 000 vivent dans les territoires occupés par Israël, dont 833 000 en Cisjordanie et 451 000 dans la bande de Gaza. La Jordanie en accueille 1 148 000. 350 000 demeuraient au Liban à cette date. Ils sont 222 000 en Syrie et peu nombreux dans les autres pays arabes : 20 000 en Irak, 23 000 en Libye, 45 000 en Egypte. Par contre ils sont relativement nombreux (540 000) dans les Etats pétroliers du golfe Persique : Koweit, 29 000 ; Arabie Saoudite, 136 000 ; Emirats Arabes Unis, 36 000 ; Oman, 50 000 ; Qatar, 24 000. Une importante diaspora palestinienne existe aux Etats-Unis (104 000) et dans le reste du monde, en particulier en Europe et sur le continent américain (dont 40 000 au Brésil et 10 000 en Colombie). 175 000 Palestiniens ont dû à nouveau quitter leur domicile, chassés par la guerre du Liban en 1982.

Sur ce total et selon les chiffres de 1978 de l'UNRWA, l'Office des Nations Unies pour les réfugiés, 1,7 million sont des réfugiés, c'est-à-dire soit des personnes qui ont fui leur foyer en 1948 ou en 1967 et n'ont pu les réintégrer, soit leurs descendants. 600 000 environ vivent encore dans les 61 camps répartis dans les pays arabes et les territoires occupés par Israël. La Jordanie, à elle seule, compte 10 camps de réfugiés.

LA RETRAITE A 60 ANS

Une « avancée » qui ne perce pas loin

La retraite à 60 ans va donc entrer en vigueur le 1er avril 1983. Pierre Bérégovoy, le ministre des Affaires Sociales, affirme que *« ce sera une grande date dans notre histoire sociale »* et le journal *L'Humanité* explique que *« la retraite à 60 ans s'apprête à devenir la plus belle conquête sociale de ce temps ». « Le plus populaire des projets de la gauche »* est-il en train de devenir une réalité ? Et dans les meetings électoraux du PCF et du PS, la retraite à 60 ans est devenue la preuve que le gouvernement de Mauroy fait tout ce qu'il peut pour les travailleurs.

Ce qui est certain, c'est que de nombreux travailleurs aspirent depuis longtemps à bénéficier de cette fameuse retraite à 60 ans. Gagner ainsi quelques années de tranquillité après avoir passé sa vie au travail, à l'usine, au bureau, sur un chantier, dans des conditions difficiles la plupart du temps, c'est précieux.

UN REVENU AMPUTÉ, C'EST SOUVENT DIFFICILE A ACCEPTER

Mais dans la réalité, cette « avancée sociale », comme disent les partis de gauche, ne va pas pourtant si loin que cela. La preuve, c'est que bien des travailleurs qui ont 60 ans ou plus hésiteront à partir. D'ailleurs, le gouvernement lui-même prévoit que, sur les 275.000 actifs âgés de 60 à 64 ans, 60.000 environ prendront réellement leur retraite dans les prochains mois en bénéficiant des nouvelles dispositions. C'est que beaucoup préfèreront encore continuer à travailler plutôt que de se retrouver avec un revenu amputé. Et cela sera d'ailleurs d'autant plus vrai que le revenu est plus faible, même si le gouvernement a prévu un minimum de retraite qui corresponde à 90 % du SMIC, même si la retraite nette est effectivement au moins égale à 70 % du salaire net, comme on nous le promet. Moins on gagne, et plus une diminution des ressources, même faible, est difficile à accepter.

De plus on ne peut pas oublier le contexte général de crise qui entoure ces mesures, ni la politique d'austérité du gouvernement qui consiste à diminuer par tous les moyens les revenus de la classe ouvrière. Et l'on peut se demander comment évolueront ces retraites, si la crise s'aggrave. Ne risquent-elles pas de prendre encore plus de retard sur les prix que les salaires ?

Là aussi, il y a de quoi être inquiet et indécis. Le gouvernement ne vient-il pas, au mois de janvier, de réviser le mode de calcul des pensions dans un sens défavorable aux retraités, puisque l'augmentation de 1983 sera de 8 %, et non de 14,6 % comme cela était prévu ?

LIBÉRER DES EMPLOIS, OU PERMETTRE DES ECONOMIES AUX PATRONS ?

On nous explique par ailleurs que la retraite à 60 ans va libérer des emplois. Diminuer les effectifs, certainement. Mais diminuer le chômage, ce n'est pas évident. Car il faudrait pour cela que les patrons remplacent les départs poste pour poste. Dans le climat de crise actuel, c'est peu probable.

D'ailleurs les patrons ne s'y sont pas trompés et, s'ils ont accepté de signer ce que les organisations syndicales nous présentent comme *« une victoire sur le patronat »*, c'est qu'ils n'y perdent pas. Ils y gagnent même : dans le cas le plus optimiste où un jeune remplace un ancien, cela leur fait faire des économies. Et quand ce travailleur à la retraite n'est pas remplacé, le patron économise tout le salaire avec les charges, tandis que la retraite est payée par les cotisations des autres salariés et par l'Etat, c'est-à-dire par les contribuables.

Une chose est sûre : les patrons ne perdent rien à cette mesure, aussi bien à propos du problème du financement que sur les négociations à propos des retraites complémentaires qui ont longtemps achoppé. Le gouvernement à finalement cédé devant le refus du patronat de signer quoi que ce soit qui implique, pour maintenant ou pour plus tard, une augmentation des charges des entreprises.

Et dans le montage financier *« provisoire »* qui a été convenu avec le patronat et les syndicats, l'Etat prend à sa charge le tiers (soit 10 milliards de francs) du coût prévisible actuel de l'opération pour les prochaines années.

Ce qui veut dire que sur ce terrain rien n'est vraiment réglé et qu'il y a toutes les chances pour que, en plus du « trou » de la Sécurité sociale, nous fassions vite connaissance avec le « trou » des régimes de retraite. Et à chaque fois qu'on parlera de ce « trou », le problème sera de savoir qui devra payer pour le combler. Le patronat a déjà annoncé qu'il ne voulait pas en entendre parler. Alors on essaiera de le faire payer aux retraités, aux travailleurs qui cotisent.

PAS DE QUOI DIRE MERCI !

Non, il n'y a vraiment pas de quoi accepter de se mettre à genoux devant le gouvernement de la gauche pour le remercier. Avoir le droit, à 60 ans, après 37 ans et demi d'exploitation, de partir se reposer avec un salaire amputé, ce n'est pas encore de la justice sociale !

En tout cas, cela ne peut pas suffire à nous faire oublier toutes les mesures anti-ouvrières du gouvernement Mitterrand-Mauroy : le blocage des salaires, la diminution des prestations de Sécurité sociale, l'amputation des allocations chômage, les radiations de chômeurs de longue durée, etc.

Les nouvelles dispositions

L'ordonnance du 23 mars 1982 prévoit qu'un salarié ayant cotisé pendant 37 ans et demi pourra partir à 60 ans avec 50 % de son salaire plafonné (calculé sur les dix meilleures années) représentant la part versée par le régime général de la Sécurité sociale.

L'accord du 4 février stipule, lui, que les caisses de retraites complémentaires verseront 20 % du salaire moyen au retraité. A cette occasion, le gouvernement a annoncé qu'il instituait un minimum de pension égal à 2 200 F par mois (ce qui aboutit, avec les compléments, à une retraite minimum de 2 900 F).

Un certain nombre de problèmes restent en négociation, tels celui des « *partis* » (c'est-à-dire des salariés ayant cotisé 37,5 années et qui ont quitté le régime général avant 60 ans) et celui des « *carrières courtes* » (en particulier pour les mères de famille qui n'ont pas cotisé assez longtemps parce qu'elles ont élevé des enfants).

VIA Assurances (Paris)

Des droits pour les retraites remis en cause, et la CGT crie victoire !

A VIA Assurances, depuis 1979, les employés ayant entre 60 et 65 ans pouvaient partir en pré-retraite avec 100 % du salaire. Ils bénéficiaient d'abord de la garantie de ressources versée par les ASSEDIC (70 % du salaire) et VIA versait un complément de 30 % pour atteindre le salaire complet.

Cette pré-retraite bénéficiait en plus de l'échelle mobile mensuelle indexée sur l'indice INSEE, acquise en 1979 pour tous les employés à la suite d'une grève d'un mois. Cette échelle mobile a d'ailleurs été supprimée depuis, sur les injonctions du gouvernement.

Dernièrement, les patrons ont annoncé leurs intentions pour l'avenir : à partir du 1er avril, l'accord national sur la retraite à 60 ans entrant en application et la garantie de ressources étant de ce fait supprimée, VIA ne versera plus aucun complément.

Les patrons ont su profiter d'un accord, signé sous la protection du gouvernement, pour remettre en cause un avantage acquis non négligeable.

Côté syndicats, la seule réaction, c'est la publication d'un tract du bureau de la CGT-VIA, passant complètement sous silence la perte très importante de ressources qu'occasionne cet accord. Nous en citons de larges extraits :

« Le 1er avril 1983 sera une grande date dans l'histoire sociale de notre pays. La retraite à 60 ans deviendra réalité. C'est une grande conquête, du type de celles de 1936 et de la Libération. C'est une importante victoire de l'action syndicale, dans laquelle la CGT a joué un rôle décisif.

Cette victoire de la justice sociale est intervenue dans le cadre d'un gouvernement de gauche. Elle est le fruit des luttes... La retraite à 60 ans va libérer des emplois. Droite et patronat qui s'étaient toujours opposés à la retraite à 60 ans sont en échec. Ils enragent ».

La CGT veut absolument nous faire voter pour la gauche au gouvernement. Et pour cela, tous les mensonges sont bons.

Correspondant L.O.

DANS LES ENTREPRISES

• SNCF

(Dépôt Paris Sud-Ouest)

Comment rendre un patron compréhensif

Au Service Intérieur, qui compte au total 75 cheminots, une vingtaine de travailleurs qui font les remplacements de poste en ont eu par-dessus la tête d'être considérés comme des pions : sans prévenir, les jours de repos prévus se transforment en jours de travail, les dimanches non travaillés se font de plus en plus rares, les congés sont refusés, etc. Sous prétexte de manque de personnel, nous en avons assez de nous entendre dire par exemple : **« Tu repars chez toi à telle heure pour faire la nuit ce soir ».**

Aussi, depuis fin janvier, les cheminots se sont décidés à intervenir contre cette situation. A une quinzaine, leurs revendications ont été mises noir sur blanc : plus de période de travail de six jours ; que les congés ne soient pas systématiquement refusés ; une programmation mensuelle des jours de repos ; deux journées de repos consécutives, et non plus une seule journée comme c'est le cas ; deux dimanches au moins de libres par mois ; plus de formation au rabais.

Après avoir fait le tour de tous les cheminots qui, à la quasi-unanimité, ont approuvé les revendications, une délégation d'une dizaine de travailleurs est allée les porter au chef d'établissement. Mais comme, selon l'administration SNCF, le règlement, c'est le règlement, au dépôt, comme à l'armée, la seule réponse que nous avons reçue ce jour-là fut : **« Vos revendications ne sont pas réglementaires » !**

Devant cette fin de non-recevoir, les cheminots décidaient d'agir, y compris par la grève. Le 22 février, une délégation de travailleurs allait d'ailleurs déposer un préavis de grève, partant du lundi 28 février à 0 heure, au chef d'établissement qui, soudain mal à l'aise, annonçait qu'il demandait à réfléchir jusqu'au 25 février à 14 heures.

Des affiches annonçant le dépôt du préavis étaient apposées partout dans le Service Intérieur, décollées par les chefs et... recollées aussitôt par les travailleurs. Et le vendredi 25, c'est à une quinzaine que nous nous rendions au bureau du chef d'établissement. Visiblement, la menace de notre grève avait aidé à sa réflexion : il s'engageait devant nous tous, tassés dans son bureau, à ce qu'il y ait au minimum trois repos de deux jours par mois, à revoir le roulement 2/8 pour qu'il n'y ait plus de repos d'une seule journée, à accorder un week-end par mois fixé dès le début du mois, et à mettre sur pied un projet d'adaptation des congés qui serait soumis à l'ensemble des travailleurs du Service Intérieur.

Certes, tout n'est pas réglé, et reste à voir comment cela sera appliqué. Mais, à la réunion générale où nous rapportions les engagements du chef d'établissement, tous étaient bien d'accord pour remarquer que **« jamais rien n'est possible quand nous nous taisons ; mais dès qu'on se mobilise, certaines choses le deviennent » !**

Correspondant L.O.

• PTT

Centre de Tri Automatique (Issy-les-Moulineaux)

Les postiers n'acceptent pas les suppressions de postes

D'après le budget des Postes pour le département des Hauts-de-Seine, les crédits de personnel entre 1982 et 1983 doivent diminuer de 6 %. Compte tenu des 8 % d'augmentation de salaires prévus en 1983, cela signifie en clair que d'une façon où d'une autre les PTT vont tirer sur les effectifs pour faire leurs économies.

C'est sans doute dans le cadre de cette nouvelle politique qu'une série de grands chefs sont venus à Issy-les-Moulineaux pour étudier l'organisation du travail. Leur verdict : 10 postes de travail à supprimer.

A la HM, machine à trier automatiquement le courrier, l'effectif devait passer de 5 à 3 personnes. Dans les différents centres de tri automatique en France, le nombre de postiers à la HM varie entre 3 et 5. Et l'administration a décidé de ramener partout l'effectif à 3.

Cela a été aussitôt mis en application. Mais si le travail à 4 est peut-être possible, à 3 cela devient pratiquement infaisable. Et cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Lundi 21, mis devant le fait accompli à la HM l'ensemble des postiers de la brigade (plus d'une centaine de personnes) débrayait une heure pour avertissement.

La nuit suivante, comme le problème n'était toujours pas réglé, dès 20 heures, l'ensemble de la brigade en place refusait elle aussi d'aller à la HM et, de discussions en discussions avec le chef de centre, la grève durait toute la nuit.

Le 23 au soir, l'autre brigade de nuit faisait de même.

Un peu affolé par cette réaction, le chef de centre essayait de tempérer : il n'y pouvait rien, ça dépendait du département. Mais au département on nous répondit que ça dépendait du ministère. Et au ministère, auquel nous sommes allés à une soixantaine, on nous répondit que c'était prévu comme cela, rectifiant tout de même à 8 au lieu de 10 le nombre de suppressions de postes.

Depuis, chaque brigade fait une heure de grève à chaque vacation. Et la détermination des postiers a surpris l'administration. L'ambiance est donc plutôt à ne pas se laisser marcher sur les pieds au centre de tri.

Mais l'administration ne semble pas prête à lâcher.

Cette nouvelle politique fait-elle partie d'une politique d'ensemble ? On n'arrive pas à le savoir. Du côté syndical, il n'y a personne pour se dire au courant. Et au niveau de l'administration, c'est pareil !

Mais une chose est sure, c'est que les postiers d'Issy ont commencé à réagir. **Affaire a suivre donc.**

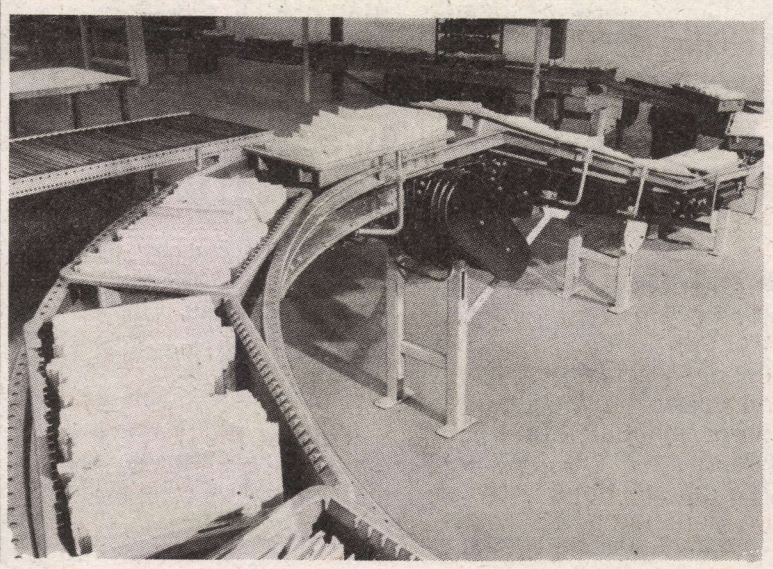
Correspondant L.O.

Dorénavant le courrier devra être national ou... patient

Paris sera bientôt la seule ville de France à bénéficier de deux distributions de courrier par jour. Ailleurs, la distribution de l'après-midi, lorsqu'elle existait encore, deviendra la distribution du lendemain matin.

Le comble c'est que Mexandeau, le ministre des PTT, a le culot de présenter cela comme un cadeau aux travailleurs des PTT, puisque cela ***« permet de réduire la journée de travail des préposés ».***

Réduire la journée de travail dans les PTT ? Chiche ! Mais pourquoi pas aussi embaucher du personnel pour continuer à rendre les mêmes services au public ?



HISTOIRES DE SOUS

On va gagner, on va gagner

Un camarade de OCF a perdu 1 centime de l'heure sur sa GH parce qu'il a changé temporairement de poste. La boudineuse sur laquelle il travaillait est à l'arrêt pour transformation. Le chef lui avait dit qu'il ne perdrait rien.

1 centime, ça fait 0,04 % d'économie pour Michelin. Et toc, bien fait pour Max ! On diminue les coûts de revient et on va couillonner les Japonais !

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Michelin-Cholet.

Une retouche à notre paie s'imposait

En Retouche Peinture au Bas-Meudon, nous ne touchions pas l'une des primes de 50 F obtenues lors de la grève de la Peinture.

La direction locale avait décidé que nous n'y avions pas droit. Après des délégations dans chaque équipe, la direction l'a finalement acceptée.

Faut-il qu'ils aiment les histoires pour faire tant de manières !

Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Renault-Billancourt (île Seguin)

Les employés de la société « Lit Tout » nous demandent de faire connaître leur lutte, ce que nous faisons bien volontiers :

« Le personnel du « Nouveau courrier de la Presse-Lit Tout » poursuit depuis deux semaines une grève sous forme d'un débrayage de deux heures chaque jour. Il réclame, comme nous vous l'avons déjà indiqué dans notre communiqué du 30 décembre 1982, l'ouverture de négociations pour :

— l'indemnisation totale des journées maladie,

— la revalorisation des bas salaires,

— le respect de la législation sur l'hygiène et la sécurité des locaux.

Le personnel se heurte toujours au refus obstiné du directeur général, M. Xavier de Monredon, qui se cantonne dans un conservatisme d'un autre âge »

IMPÔTS

...tion ...des ...revenus 1982

SI VOTRE ÉTAT CIVIL, TEL QU'IL EST IMPRIMÉ, EST INCOMPLET OU INEXACT, REMPLISSEZ (OU RECTIFIEZ) LES LIGNES 1 A 5 :

1 NOM Pour toute correction réécrivez en capitales l'ensemble nom et prénoms :

M., MME, MLE .....
rayez les mentions inutiles

PRÉNOMS .....
dans l'ordre de l'état civil

2 SI VOUS ÊTES VEUVE, DIVORCÉE : NOM DE NAISSANCE ET PRÉNOMS

.....

3 DATE DE NAISSANCE :

JOUR |_|_| MOIS |_|_| ANNÉE |_|_|_|_|

4 LIEU DE NAISSANCE (code départ[t] et nom de la commune) si vous êtes né en France :

L'impôt, toujours aussi lourd pour les classes populaires

Vous avez (peut-être) envoyé avant la date limite du 2 mars votre déclaration de revenus pour l'année 1982. Et si vous avez calculé le montant de l'impôt que vous aurez à payer, vous avez sans doute constaté que ça ne changeait pas beaucoup. Et ce qui ne change pas non plus, c'est que, salariés que vous êtes, vous faites partie de ceux qui fournissent le gros des contributions directes.

Les chiffres publiés par le ministère de l'Economie sur les prévisions des recettes pour 1983 en sont témoins : l'impôt sur les sociétés représentera toujours la moitié de l'impôt sur les revenus, c'est-à-dire seulement 10 % du total des recettes fiscales. Ce qui est d'autant plus révoltant que les entreprises reçoivent des milliards de l'Etat, par le biais de subventions, d'allégements, de prêts de toute sorte.

La gauche devait « faire payer les riches », comme le disait Marchais. On est loin de cette belle phrase. Oh, il y a bien eu la création du fameux impôt sur la fortune, mais il est si peu contraignant. Il y a eu la création d'une tranche à 65 % pour ceux qui gagnent plus de deux millions de centimes par mois et d'une surtaxe au titre de la « solidarité » pour ceux qui ont plus de 2,8 millions d'impôts à payer. Pas de quoi faire hurler les gros contribuables, qui ont de toute façon diverses possibilités de tourner le fisc. Non, l'impôt direct (comme l'impôt indirect, d'ailleurs) est resté toujours aussi injuste. Et ce n'est certainement pas la non-imposition des travailleurs payés au SMIC qui peut rétablir l'équilibre.

On nous dit que l'effort demandé à tous est nécessaire à la collectivité, que les recettes fiscales permettent de financer les services dont on bénéficie, écoles, routes, hôpitaux. Mais en 1983, près de 160 milliards seront consacrés aux dépenses militaires, des dizaines de milliards des ministères de l'Industrie ou de la Recherche, dont les budgets augmentent de plus de 20 %, serviront à arroser les patrons. Sans compter les nombreuses formes de subventions, aides directes et indirectes aux capitalistes, qui vont continuer. Rappelons-le : en 21 mois, le gouvernement leur a distribué autant d'argent qu'ils en avaient reçu dans les sept années précédentes. Le gouvernement ne s'en cache d'ailleurs pas et, sur la notice qui accompagne la feuille de déclaration des revenus et sur laquelle il veut expliquer à quoi servent les impôts, il souligne *« les mesures prises en faveur des entreprises pour encourager l'investissement »*. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est qu'avec cet argent les capitalistes n'investissent même pas et ne créent pas d'emplois.

Non, ce n'est pas seulement, loin de là, pour le bien de la collectivité que l'Etat pompe l'argent dans la poche des travailleurs par le biais de l'impôt. C'est aussi en grande partie pour le redistribuer aux plus riches.

TVA = TAVP : Tous A Vos Poches !

Il est un impôt particulièrement discret, mais très efficace, qui représente à lui seul plus de 40 % des recettes de l'Etat : c'est la TVA. Un impôt qui rapportera plus de 385 milliards de recettes à l'Etat cette année.

Qui paie la TVA ? Tout le monde, et de la même manière : le prix d'une baguette de pain ou d'une télévision, et donc de la taxe payée, est le même pour un smicard ou un millionnaire. Une étude récente publiée par la revue *Economie et Statistique* de l'INSEE montre que, *« si la TVA est légèrement progressive par rapport à la dépense de consommation, elle est dégressive par rapport au revenu »*.

En effet, une personne à haut revenu, même si elle dépense beaucoup et mène grand train de vie, gardera une partie de ses revenus pour l'épargne, revenus qui ne seront pas soumis à la TVA. Par contre, un ouvrier dépense pratiquement tout son salaire pour se loger, se nourrir, s'habiller, bref pour vivre...

La gauche dans l'opposition dénonçait cette injustice : *« La France est l'un des pays du monde occidental où l'impôt indirect — notamment la TVA — est le plus lourd. Or celui-ci est injuste, car il frappe indistinctement tous les revenus. C'est pourquoi le Programme commun de la gauche propose notamment l'abaissement au taux zéro de la TVA sur les produits de toute première nécessité »*, écrivait le Parti Socialiste en octobre 1977.

En juillet 1982, le gouvernement a effectivement apporté des modifications au système de TVA. Mais, loin de diminuer la part de la TVA dans les ressources de l'Etat, ce changement l'augmente. Car si les produits alimentaires, qui étaient taxés à 7 %, ne le sont plus qu'à 5,5 %, l'augmentation de 17,6 % à 18,6 % du taux normal, sur la plupart des produits, touche en fait tous les consommateurs. Et comme les dépenses d'alimentation ne représentent environ que 30 % de la consommation des ménages, on voit que la baisse ne compense pas la hausse, même pour un smicard.

L'impôt sur la fortune : une peau de chagrin

Les revenus déclarés ne constituent qu'une partie des richesses réellement disponibles en France. D'après le ministère de l'Economie et des Finances lui-même, ***« 10 % des Français les plus riches détiennent 60 % du patrimoine national, alors que la moitié la moins pourvue n'en possède que 5 %. Cette concentration des patrimoines, plus grande que celle des revenus, a même eu tendance à s'accentuer depuis le dernier quart de siècle ».***

L'impôt sur les grandes fortunes devait servir à rétablir un peu plus de justice. Mais, après de nombreuses exonérations, la principale étant celle relative à l'outil de travail, cet impôt ne touchera finalement pas beaucoup de fortunés, puisque seulement 100 000 Français sont finalement imposables, pour une recette prévue de 6 à 7 milliards.

Ainsi, quelqu'un qui déclare un milliard de centimes de fortune imposable aura à payer 3,5 millions de centimes, pour peu qu'il ait quelques biens professionnels, soit 0,35 % de la somme déclarée. Les « riches » ne sont pas près d'être ruinés par l'impôt !

Pour ne pas payer d'impôts, pas la peine de cacher son piano !

Un salarié qui voudrait essayer de bénéficier de divers abattements, pour diminuer le montant de son impôt sur le revenu, a peu de cordes à son arc. Par contre, un contribuable aux revenus conséquents et qui dispose d'un capital a la possibilité d'utiliser un certain nombre de dispositions pour diminuer sa part d'impôt.

La plus connue, rendue célèbre par le ***Canard enchaîné*** *il y a quelques années, révélant que Chaban-Delmas ne payait pas d'impôt, est l'avoir fiscal. Dénoncé par la gauche dans l'opposition, inscrit comme mesure à supprimer dans le* ***Programme commun,*** *l'avoir fiscal, devenu « crédit d'impôt » existe toujours bel et bien. Ainsi, parce que le bénéfice des sociétés est en théorie imposé à 50 %, le fisc estime qu'un actionnaire qui reçoit un dividende a été lésé et permet à celui-ci de déduire son crédit d'impôt de ses revenus imposables. Il arrive même que ce soit le fisc qui rembourse de l'argent.*

Le Conseil des Impôts à la charge...

Le Conseil des Impôts a rendu public le 24 février son rapport annuel, qui porte essentiellement sur la TVA mais reprend, au passage, ce qui fait pleurer le patronat : le montant des charges des entreprises, qui seraient trop élevées et qui rendraient l'économie non compétitive.

Selon le rapport, les charges, impôts et cotisations sociales des entreprises, seraient plus élevées en France que dans les autres pays. Alors qu'elles ont augmenté jusqu'en 1978 dans tous les pays industrialisés, pour se stabiliser ensuite, en France elles ont continué à croître jusqu'en 1980, année sur laquelle portent les derniers chiffres. C'est-à-dire, soit dit en passant, avant l'arrivée du gouvernement de gauche.

Mais si on parle beaucoup de l'argent prélevé, aucun rapport ne montre à qui profite cet argent prélevé, combien les entreprises touchent en subventions, ni combien représentent les commandes des budgets de l'Etat ou des entreprises nationalisées. Et s'il ne manque pas d'experts pour faire des comparaisons avec les charges payées par les entreprises dans les autres pays industrialisés, ils se gardent bien de comparer les montants des salaires dans les différents pays, les heures de travail, ainsi que les aides distribuées par les Etats aux entreprises.

C'est que, si l'on comparait les chiffres globaux, les patrons risqueraient de perdre des prétextes pour pleurnicher.

On apprend tout de même dans le rapport que, si les charges ont augmenté de 3,6 % entre 1965 et 1980 pour les entreprises, elles ont augmenté dans la même période de 4,4 % pour les salariés... Si on entend beaucoup de voix s'élever contre la hausse des charges des entreprises, on en entend moins protester contre la hausse de celles payées par les travailleurs !

LA CAMPAGNE MUNICIPALE DU PARTI COMMUNISTE EN 1925 :

« SEMER L'IDEE COMMUNISTE »

Les élections des 3 et 10 mai 1925 étaient les premières élections municipales auxquelles le jeune Parti Communiste — alors Section Française de l'Internationale Communiste — participait en tant que tel.

Un an auparavant, les élections législatives de mai 1924 avaient vu se réaliser une entente entre le Parti Socialiste d'alors, la SFIO, et le Parti Radical. Face au Bloc National des partis de droite, les deux partis formaient le « Bloc des Gauches », qui obtenait une large majorité au Parlement (de son côté, le Parti Communiste faisait son entrée au Parlement, avec 16 sièges). Gaston Doumergue, président de la République radical, appelait alors Edouard Herriot, également radical, pour former un gouvernement qu'allait soutenir la SFIO.

C'est dans ce contexte politique que le Parti Communiste entreprenait de mener campagne pour les municipales.

Né à peine quatre ans plus tôt d'une scission du Parti Socialiste, le Parti Communiste avait attiré à lui des militants ouvriers, des syndicalistes qui voulaient renverser la vieille société bourgeoise et qui voulaient préparer la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Néanmoins le Parti Communiste conservait à sa tête et parmi ses cadres nombre de politiciens réformistes, comme Marcel Cachin. D'autre part, la jeune Section Française de l'Internationale Communiste subissait déjà la pression de la direction stalinienne qui était en train de s'imposer en URSS et allait diriger la politique des Partis Communistes dans un sens qui leur ferait tourner radicalement le dos à la révolution...

Mais en 1925, le Parti Communiste n'était pas encore le parti électoraliste qu'il est devenu par la suite, ce parti ayant sombré dans le réformisme le plus plat avant de devenir un parti de gouvernement, fier aujourd'hui de compter quatre ministres dans un gouvernement de la France bourgeoise.

A l'époque, le Parti Communiste se réclamait de la Révolution russe, et non du bulletin de vote et de la participation à un gouvernement, fût-il prétendument de gauche. Il dénonçait le colonialisme, le militarisme, le chauvinisme, et entendait *« profiter de la période électorale, période où les masses s'intéressent davantage à la politique, pour semer l'idée communiste »*, ainsi qu'il l'écrivait.

A ces élections municipales, la SFIC présentait des listes dites du *« Bloc Ouvrier et Paysan »* (BOP), listes homogènes sur lesquelles *« seuls des communistes et des sympathisants ont place »*. Il entendait par sympathisants : *« des sans-parti, exprimant par leur présence la représentation directe d'intérêts locaux, corporatifs ou autres, strictement prolétariens ou paysans, bien moins que des individualités ayant plus ou moins de sympathie pour l'idéologie communiste »*. Ces listes du BOP s'opposaient aux listes bourgeoises, ainsi que les qualifiait la SFIC à juste titre, celles du Bloc National bien sûr, mais aussi celle du Bloc des Gauches, rassemblant radicaux et socialistes en particulier.

Voici quelques extraits de la presse du Parti Communiste publiée pendant et après la campagne électorale pour les municipales d'alors.

Ils n'ont rien à voir avec le langage que tient aujourd'hui le PCF.

Vincent GELAS

COMBATTRE LES ILLUSIONS REFORMISTES ET ELECTORALISTES : une priorité pour le Parti Communiste d'alors

Le but du Parti Communiste d'alors était de préparer le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie. Et il n'était pas question de gérer sagement des municipalités, qui étaient présentées comme *« faisant partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie »*. Conformément aux thèses adoptées au IIe congrès de l'Internationale Communiste en juillet 1920, pour le Parti Communiste de 1924, *« toute l'action des communistes dans les municipalités »* devait *« s'intégrer dans l'œuvre générale de désagrégation du système capitaliste »*.

• Faire le travail municipal avec les masses ouvrières et paysannes

Les *Thèses sur l'application du mot d'ordre du « Bloc Ouvrier et Paysan » à l'action municipale*, publiées dans les *Cahiers du Bolchevisme* à la fin de l'année 1924 sont significatives de cette volonté constante du Parti Communiste de combattre les illusions électoralistes et réformistes.

Thèse VI

« Le Bloc des Municipalités Ouvrières et Paysannes fonctionnera en marge de l'appareil municipal bourgeois. (...)

Elus ou non, c'est avec les masses prolétariennes et rurales que les communistes feront leur travail municipal. C'est avec les représentants des organisations prolétariennes, avec les groupements de locataires, de mal-lotis, d'anciens combattants, avec les comités de marchés, d'usagers, de consommateurs, avec la masse des femmes, des soldats, des apprentis (privés de toute représentation politique), avec successivement toutes les catégories de travailleurs, dont les intérêts immédiats seront directement en jeu, qu'ils envisageront les modalités selon lesquelles l'action du BOP sera bien l'expression directe de la volonté des masses exploitées ».

• Faire des municipalités un point d'appui pour les luttes ouvrières

De même, dans les *Cahiers du Bolchevisme* publiés le 13 février 1925, un article d'Albert Treint intitulé *Les municipalités, les luttes prolétariennes et la Révolution* revenait sur ce que devait être la politique des communistes envers les municipalités :

« Bien entendu, nous devons combattre, et dans les larges masses et dans nos propres rangs, cette illusion que le socialisme peut s'instituer pacifiquement par la conquête légale, électorale, des municipalités.

Les municipalités sont intégrées dans l'appareil d'Etat bourgeois. Leurs droits sont limités par les lois constitutionnelles. (...)

Autrefois à Lille, au cours d'une période électorale, Jules Guesde exprima admirablement, en une formule saisissante, que le socialisme ne peut pas faire son entrée paisible dans l'histoire par la porte modeste du municipalisme. Il disait aux ouvriers assemblés : ***« Vous pourrez peut-être conquérir la municipalité à coups de bulletins de vote »*** *et, montrant du doigt la préfecture :* ***« Vous ne la prendrez qu'à coups de fusil ».***

Il faut marquer avec clarté ce que, entre les mains des communistes, les municipalités peuvent être, et ce qu'elles ne peuvent pas être.

Elles peuvent être un point d'appui formidable pour les luttes ouvrières et pour l'insurrection des masses ; elles ne peuvent être un moyen pacifique d'instauration du socialisme ».

• Démocratie ouvrière contre démocratie bourgeoise

Faire des municipalités *« un point d'appui formidable pour les luttes ouvrières »*, tel devait donc être avant tout l'objectif politique des communistes qui seraient élus à l'issue de la campagne municipale. Et, toujours dans le même article, Albert Treint soulignait la nécessité de faire largement appel à la participation de tous :

« La municipalité communiste fera largement appel sur tous les problèmes aux couches de la population qui sont intéressées à leur solution.

Elle habituera ainsi le prolétariat à vivre en dehors des cadres politiques de l'appareil bourgeois, à mépriser les fictions de la démagogie démocratique, à discuter lui-même de ses propres intérêts, à avoir une représentation politique directe, à se passer facilement d'un appareil politique archaïque et de mieux comprendre la nécessité de le détruire.

Elle habituera les femmes, les soldats, les jeunes à l'exercice des droits politiques qui leur sont refusés et les amènera, par conséquent, à les exiger.

En faisant participer les masses à leur propre travail parlementaire, et municipal, elle les amènera entre autres, rapidement, parce qu'expérimentalement, à constater la vanité des moyens réformistes et la nécessité de l'action révolutionnaire.

Il faut avant tout que les municipalités donnent l'exemple de la vraie démocratie, c'est-à-dire de la démocratie ouvrière active et pratique en même temps que combative, non seulement dans son programme, mais surtout par les réalisations et la manière d'administrer ».

Et pour bien marquer les limites de la démocratie bourgeoise et le cas qu'il en faisait, le Parti Communiste présentait sur ses listes des femmes et des travailleurs coloniaux émigrés, qui n'avaient pas le droit de vote.

Le gouvernement d'Edouard Herriot, qui se disait de gauche, avait bien adopté symboliquement le principe du droit de vote des femmes. Mais pour qu'il passe dans les faits, il faudra attendre encore vingt ans. Mais cela n'empêchait pas le Bloc Ouvrier et Paysan, en présentant des candidatures féminines, de faire la démonstration de l'hypocrisie du gouvernement Herriot. Et devant les refus d'enregistrer ces candidatures, *L'Humanité* déclarait : *« Légalement ou illégalement, de gré ou de force, les femmes élues par le Bloc Ouvrier et Paysan siègeront dans les hôtels de ville. (...) La volonté qu'exprimeront le 3 mai, sur nos camarades femmes, les masses ouvrières de Paris, c'est la seule légalité que nous reconnaissions, la seule dont nous tiendrons compte car, devant elle, devant sa formidable poussée, bourgeois de droite ou de gauche, vous serez contraints de céder ! ».*

Par ailleurs le PC, qui dénonçait avec force les conditions de vie et de travail imposées aux travailleurs immigrés, présentait à Paris la candidature d'un travailleur algérien, Abdel-Kader Hadjali, dans le quartier du Jardin des Plantes, et celle de Léopold Senghor, dans le quartier de la Salpétrière.

LIVRES

« Les évadés de Sobibor »

de Richard Rashke

Auschwitz, un autre camp de la mort. (Ph. Viollet).

Sobibor était un camp d'extermination, à la frontière russo-polonaise, où les nazis gazèrent plus de 250 000 Juifs, polonais en majorité, mais aussi russes et hollandais. Contrairement à la plupart des camps qui furent des camps de travail ou de prisonniers, Sobibor n'avait pour seul objectif que « l'extermination industrielle » dans le cadre de « l'opération Reinhard ». Des hommes, des femmes, des enfants sortaient des trains à bestiaux pour être dirigés vers les chambres à gaz. Les seuls qui réussirent à survivre étaient ceux dont les nazis avaient besoin pour travailler à l'entretien du camp. Mais Sobibor ce fut aussi un camp où 300 prisonniers s'organisèrent — ce qui fut le cas dans presque tous les camps de concentration —, mais mirent aussi sur pied un plan d'évasion qui réussit. Sobibor fut rasé par les Allemands avant l'arrivée des Russes.

C'est à partir des récits des survivants que Richard Rashke, journaliste américain, a écrit son livre. Rashke n'est pas Juif. Mais, inquiet d'une remontée de l'antisémitisme, il tenait à écrire un livre sur ce à quoi aboutit l'antisémitisme, et il voulait rappeler comment des hommes, écrasés, broyés par les nazis, ont trouvé les forces de s'organiser et de s'insurger.

La première partie du livre relate la vie de ceux des prisonniers qui ont eu la chance d'être choisis par les nazis, parce que joaillier, tailleur, jardinier, électricien ou cordonnier. Tous perdent leur père, leur mère, leurs frères et sœurs, leurs femmes et leurs enfants qui, eux, sont envoyés directement dans les chambres à gaz.

Pour tous c'est d'abord l'effondrement, la peur devant tant de sauvagerie, mais aussi la volonté pour un certain nombre de s'accrocher à la vie, de survivre et de se venger.

Survivre, alors que les nazis ont décidé qu'il fallait tuer tous les Juifs, survivre aux coups, survivre quand les SS tuent à la moindre marque de faiblesse ou pour le plaisir, survivre quand on sait que dans la minute qui suit on peut se retrouver avec une balle dans la tête ou battu à mort, c'est un espoir bien mince.

Et c'est dans cet enfer que des hommes décident de s'organiser et de tenter une évasion de tous les prisonniers. Ils décident de mourir en combattant plutôt que d'attendre une mort de toute façon certaine. Car ils savent qu'ils ne peuvent compter sur personne d'autre qu'eux-mêmes. Les nationalistes polonais ? Une bonne partie sont antisémites. Les gouvernements anglais, français, américain ? Ils savent que les nazis sont en train d'exterminer des millions de Juifs, mais ils refusent de faire quoi que ce soit, même de dénoncer ce génocide dans leur presse. Le pape Pie XII ? De ce côté-là aussi ce sera le silence, un silence complice.

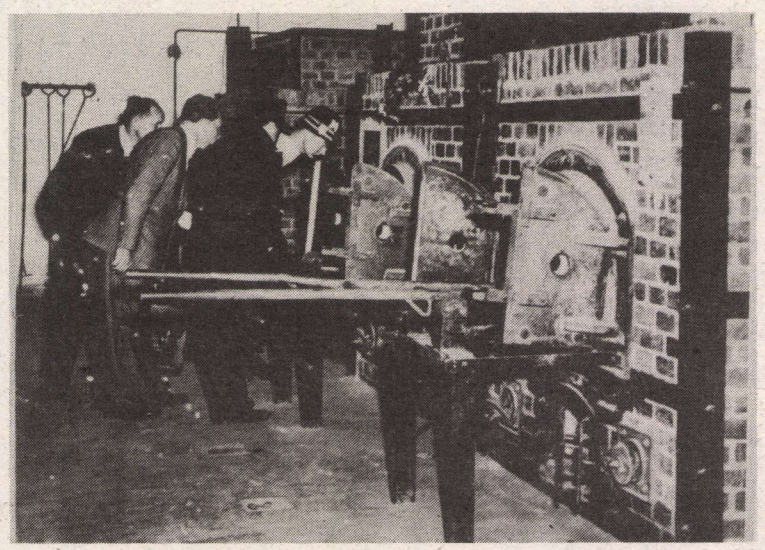
Celui qui dirigera l'insurrection est un Juif russe communiste, militaire, qui préparera la révolte avec les hommes qui forment l'organisation, groupe qui s'est constitué dans le camp avec les plus décidés.

Mais une fois évadés, beaucoup d'hommes et de femmes mourront et cette fois-ci, pas de la main des nazis, mais des nationalistes polonais. D'autres seront cachés jusqu'à la fin de la guerre par des paysans polonais, certains rejoindront les partisans juifs, d'autres les troupes soviétiques.

Dans son livre, Rashke fait revivre avec simplicité ces événements dramatiques, les espoirs, la révolte et le combat de ces hommes qui refusèrent de se laisser broyer par la machine infernale des camps, et qui choisirent de mourir en combattant plutôt que de survivre dans l'esclavage.

Un livre à lire.

Marie-Claude SOLAC



L'organisation « industrielle » de l'extermination des Juifs : des fours crématoires à Auschwitz.

Les évadés de Sobibor *de Richard Rashke. Ed. Presses de la Renaissance. 89 F.*

« Tendre Ferdinand »

de Imgard Keun

Tendre Ferdinand d'Irmgard Keun est un peu la suite de *Gilgi* et *Après minuit,* deux romans du même auteur, sortis en France assez récemment, mais avec d'autres personnages.

Après minuit se passait sous la montée du fascisme en Allemagne. Dans *Tendre Ferdinand,* cette fois, on se retrouve dans l'après Seconde Guerre mondiale, en République Fédérale Allemande.

Ferdinand revient de captivité. Pendant la guerre, il était soldat et s'est ensuite retrouvé prisonnier. Et maintenant qu'il est de retour, il séjourne à Cologne. Sans foyer, sans travail, il trouve à loger dans une chambre-couloir, chez une veuve qui a une ribambelle de gosses et des pots de confiture à n'en plus finir. Car la veuve traficote : cigarettes, pots de confiture, etc. De petits boulots en petits boulots, Ferdinand va se stabiliser — si l'on peut dire — comme conseiller du cœur (quand on n'a rien à vendre ou à acheter, il faut savoir se débrouiller). On s'attache au personnage de Ferdinand, à la fois cynique, tendre et plutôt fragile.

Avec ce roman, Irmgard nous fait toucher du doigt les préoccupations de Ferdinand, ses espoirs ou plutôt son manque d'espoir. Et au-delà du personnage, l'auteur donne une idée de l'ambiance de l'après-guerre en Allemagne.

Marielle LEMONNIER

Tendre Ferdinand, *d'Irmgard Keun. Ed. Balland. 69 F.*

« L'étincelle » de Mario Benedetti

Si l'on en croit l'éditeur français : « ***L'Etincelle*** *reprend, développe, module, orchestre les grands thèmes de la littérature latino-américaine : la dénonciation de la dictature sous toutes ses formes, l'aspiration à la démocratie, la quête de l'identité* ».

Mais le lecteur, attiré par cette présentation et croyant trouver un roman dépeignant l'Amérique latine, ou plus modestement l'Uruguay (le pays de l'auteur), risque d'être quelque peu déçu par ce récit freudien, où le fils d'un magnat de la presse de Montevideo envisage peu à peu de tuer son père (pas seulement parce que c'est l'un des suppôts locaux de l'impérialisme yankee, mais aussi parce qu'il s'est mal conduit vis-à-vis de la maman du héros).

Au dernier moment, le fils, qui a toujours été velléitaire, change d'avis et se suicide. Comme jusque-là c'est lui qui racontait l'histoire, le lecteur éprouve un sentiment de soulagement. Las, changement de conteur et on a droit encore à deux chapitres, dont l'un bien sûr exposant les états d'âme du papa (quand même humain dans le fond) sur son rejeton.

Pour utiliser le langage de l'auteur, voilà un roman dans lequel celui-ci, à l'instar de son héros, se révèle incapable, même de manière purement littéraire, de « tuer le père » (les classes dirigeantes uruguayennes).

A lire sur un canapé... au risque (?) alors de s'endormir avant la fin !

Ceux qui avaient apprécié les nouvelles concises et enlevées de Benedetti seront déçus.

F.D.

L'Etincelle *de Mario Benedetti. Ed. Belfond. 79 F.*

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	S	A	T	I	A	B	L	E
II	D	E	S	H	O	N	N	E	U	R
III	O	N	■	■	M	E	T	R	E	S
IV	L	U	N	E	E	■	E	H	S	■
V	E	P	O	■	■	E	C	U	■	A
VI	■	H	I	E	R	■	E	D	E	N
VII	B	A	S	■	U	■	D	E	A	N
VIII	U	R	E	T	E	R	E	S	■	E
IX	I	S	S	U	E	■	N	■	C	E
X	S	■	■	S	■	E	T	A	U	S

VERTICALEMENT. — 1. Son sang ne fait pas qu'un tour. 2. Affligé. S'il n'y en avait pas, on verrait au travers. 3. On y prépare l'avenir. Le prénom de Max. 4. Imposante. Ile. 5. Bonne blonde. 6. Double règle. Petit bateau. 7. Ville du Pas-de-Calais défroquée. Effacé. 8. Plus grand que minuscule. Fatigués. 9. Avoir le coup de foudre. 10. Certainement le saint patron du foot-business. Note.

HORIZONTALEMENT. — I. Vocabulaire imagé. II. Toilette de façade. III. Largement ouvert. Soutien pour la galerie. IV. On l'a à l'œil. Se juge aux assises. V. Ville d'Espagne. Parfois en hausse. VI. Denrée périssable en péril. Indivisible. VII. Petit bonhomme qui rapporte gros. Choqué. VIII. La moitié d'un instrument de musique. Gros rateau. IX. Le béret du pape. Chatouilleux. X. Beaucoup d'Etats le sont jusqu'au cou.

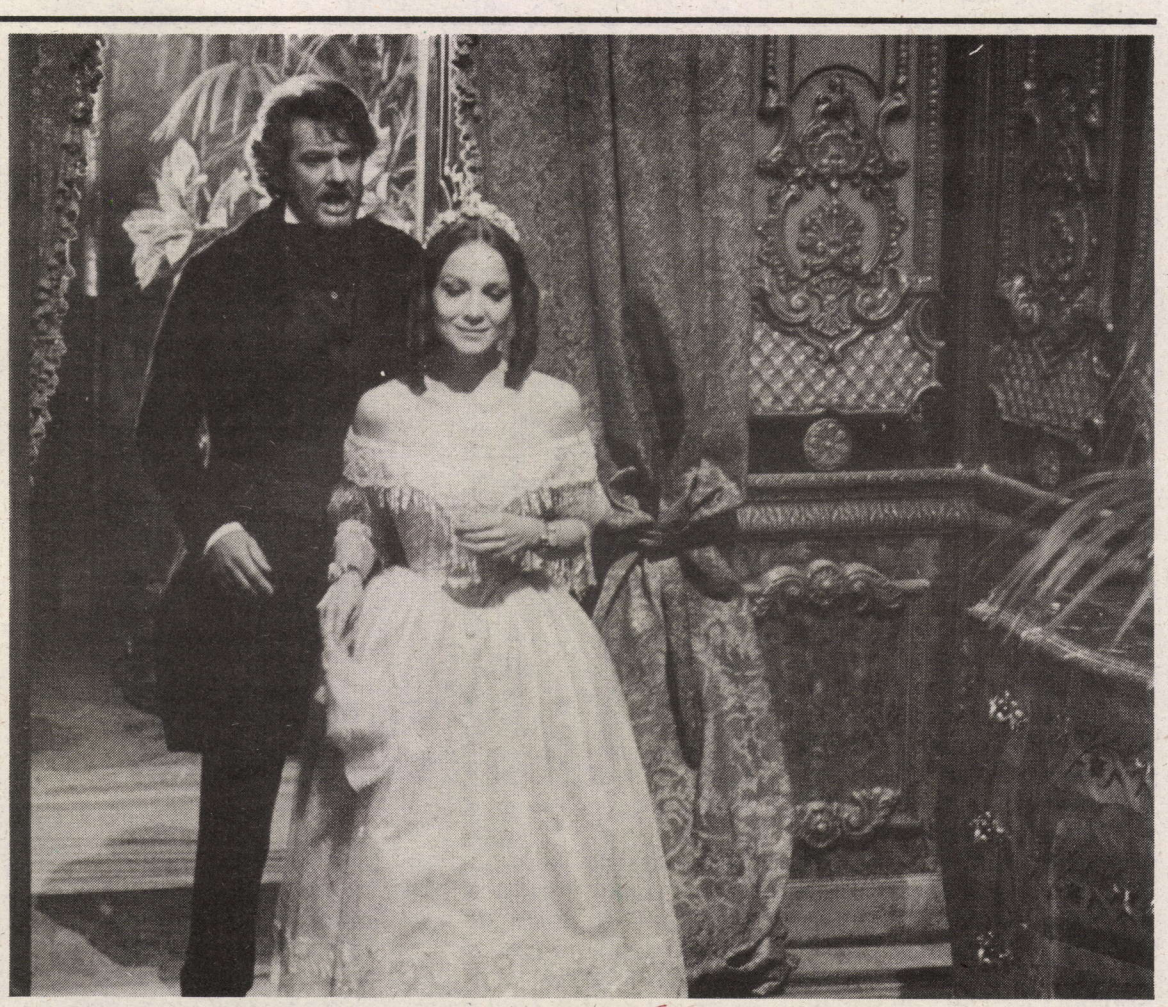
SOLUTION DU PROBLÈME PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III							■			
IV					■					
V			■					■		
VI						■			■	
VII										■
VIII		■								
IX				■			■			
X						■				

FILM

« La Traviata »

de Franco Zefirelli



La Traviata *est une nouvelle réussite du film-opéra. Non pas de l'opéra joué sur une scène et filmé, comme* **La Flûte Enchantée** *de Bergman. Mais d'un spectacle entièrement conçu pour le cinéma, qui se déroule dans des salons, à la campagne, etc., selon le modèle du* **Don Giovanni** *de Losey. Ce film permet de rendre accessible à des millions de spectateurs ce que les salles d'opéra ne réservent qu'à quelques milliers. C'est là l'avantage du cinéma. L'autre avantage est que le jeu forcément très conventionnel qui se déroule dans une salle l'est un peu moins au cinéma où les images, les décors, les gros plans, etc., rendent plus vivant ce spectacle très artificiel qu'est l'opéra.*

La Traviata, *la dévoyée en italien, c'est l'histoire de* **La Dame aux Camélias,** *d'Alexandre Dumas fils, transposée à l'opéra par Verdi. Le texte est en italien donc, mais les sous-titres permettent de comprendre parfaitement le déroulement de l'action. La Traviata, Violetta Valery, est une prostituée de luxe, une demi-mondaine qui se fait entretenir par de richissimes amants. L'action se déroule au début du XIX^e^ siècle selon Alexandre Dumas (Verdi la situait lui au XVIII^e^ siècle, et Zefirelli revient au XIX^e^ siècle, mais peu importe). Un jour elle tombe amoureuse d'un séduisant jeune homme de bonne famille, noble comme il se doit. Elle renonce alors à sa vie de prostituée et de « plaisirs » pour vivre à la campagne avec celui qu'elle aime. Hélas le père du jeune homme intervient pour supplier Violetta de renoncer à cet amour pour le bon renom de la famille et autres fariboles du même genre. Violetta cède, se sacrifie. Et comme elle est par ailleurs tuberculeuse, elle meurt bientôt dans la tristesse générale, en retrouvant tout de même son amant juste avant sa mort.*

Comme beaucoup de livrets d'opéra, celui de **La Traviata** *est bourré d'invraisemblances, de raccourcis qui, pris à la lettre, ne tiennent pas debout. Mais, à vrai dire, cela n'a aucune importance ! Seuls comptent les sentiments qu'expriment les héros et qui servent de support aux grands airs, morceaux de bravoure passés dans le répertoire populaire sans qu'on sache seulement d'où vient cet air qu'on connaît. Et* **La Traviata** *est justement un des opéras les plus populaires, dont un peu tout le monde a déjà entendu quelques grands airs.*

Alors, malgré les invraisemblances de l'histoire, dans le film de Zefirelli, le courant passe... Zefirelli a filmé tout cela dans des décors somptueux, ou dans une campagne admirable. Il a un peu raccourci l'opéra pour que sa durée soit celle d'un film moyen, mais en dehors des connaisseurs, personne ne s'en aperçoit.

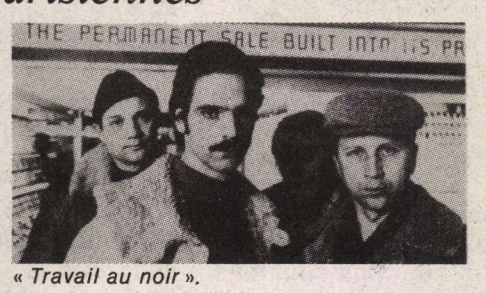
En revanche beaucoup s'aperçoivent que la qualité du son est médiocre. On prend les meilleurs chanteurs : Teresa Stratas, Placido Domingo, des chœurs superbes (Metropolitan Opera) et dans certaines salles le son est mauvais ! Alors allez voir **La Traviata** *mais essayez de vous renseigner d'abord sur la qualité du son... et évitez, à Paris, le « Nation » où les aigus de Teresa Stratas sont particulièrement tremblotants.*

Et parions que cela vous donnera envie d'aller voir et entendre **La Traviata** *sur scène : il sera donné prochainement à l'Opéra Comique de Paris.*

Sélection cinéma *dans les salles parisiennes*

« *Les dieux sont tombés sur la tête* ».

« *Danton* ».



« *Travail au noir* ».

« *Victor Victoria* ».

Films récents...

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Un primitif du Kalahari aux prises avec la civilisation. Drôle et plein d'humour.

Gaumont Les Halles 1^er^ (vo). Quintette 5^e^ (vo). George V 8^e^ (vo). Marignan 8^e^ (vo). Français 9^e^. Maxeville 9^e^. Nation 12^e^. Fauvette 13^e^. Mistral 14^e^. Montparnos 14^e^. Sept Parnassiens 14^e^ (vo). Convention 15^e^. Trois Murat 16^e^ (vo). Images 18^e^.

DANTON
de Wajda

La Révolution française revue et corrigée par Wajda.

Forum 1^er^. Studio Cujas 5^e^. Marbeuf 8^e^. Miramar 14^e^.

DE MAO A MOZART.

Isaac Stern dans les écoles de musique chinoises. Quelle leçon !

La Pagode 7^e^ (vo).

TRAVAIL AU NOIR.
de Jerzy Skolimowski.

Trois Polonais travaillant clandestinement à Londres avec un contremaître qui leur cache le coup d'Etat de Jaruzelski.

14 Juillet Parnasse 6^e^ (vo).

E.T.
de Steven Spielberg.

Des jeunes enfants protègent un Extra-Terrestre. Un conte de science-fiction qui est un éloge à l'amitié et au droit à la différence...

UGC Opéra 2^e^. Ermitage 8^e^ (vo et vf). Paramount Opéra 9^e^. Gaumont Sud 14^e^.

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Une travestie par nécessité sème le trouble chez un macho.

Movies Les Halles 1^er^ (vo). Impérial 2^e^. Saint Michel 5^e^ (vo). Marignan 8^e^ (vo). Montparnos 14^e^.

YOL.
de Yilmaz Güney et Serif Gören.

Des prisonniers turcs ont une permission.

14 Juillet Parnasse 6^e^ (vo).

... et moins récents

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

Nos ancêtres du paléolithique découvrant le feu et bien d'autres choses.

Chatelet Victoria 1^er^. Lucernaire 6^e^.

LA POURSUITE IMPITOYABLE.
d'Arthur Penn.

Une chasse à l'homme dans le Sud profond des USA.

Action Rive Gauche 5^e^ (vo).

TOM JONES.
de Tony Richardson.

L'Angleterre truculente du XVIII^e^ siècle.

Olympic Luxembourg 6^e^ (vo).

L'EPOUVANTAIL.
avec Al Pacino.

L'amitié entre deux hommes qui se sont rencontrés au hasard de l'auto-stop le long des routes d'Amérique.

Opéra Night 2^e^ (vo).

LE BAL DES VAMPIRES.
de R. Polanski.

Une succulente histoire d'amour où l'héroïne a les dents longues !

Champo 5^e^ (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

D'après le roman de John Steinbeck.

Exploitation et révolte des ouvriers agricoles dans l'Amérique des années 1930.

Studio Contrescarpe 5^e^ (vo).

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.

Un jeune postier aux prises avec sa passion musicale, des trafiquants, des espions et tout un monde marginal et coloré. Suspense, tendresse et musique à profusion !

Capri 2^e^. Panthéon 5^e^.

MISSING.
de Costa-Gavras.

A travers une enquête sur la disparition d'un journaliste américain durant le coup d'Etat de 1973 au Chili, l'horreur de la dictature et la connivence des USA.

Cité Internationale 14^e^ (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de Dalton Trumbo.

Un terrible réquisitoire contre la guerre.

Rivoli Beaubourg 4^e^ (vo).

LE LAUREAT.
de M. Nichols.

Une comédie dans laquelle Dustin Hoffman interprète un étudiant en rupture avec la bonne société.

Quartier Latin 5^e^ (vo).

1900.
de R. Bertolucci.

Une longue fresque sur la montée du fascisme en Italie.

Boîte à Films 17^e^ (v.o.).

FILMS

« Cinq jours ce printemps-là »

de Fred Zinnemann

Au printemps de 1932, un médecin anglais quinquagénaire (Sean Connery) part faire une escapade de cinq jours dans la montagne suisse en compagnie de sa toute jeune maîtresse (Betsy Brantley) qui est aussi sa nièce, amoureuse de lui depuis sa tendre enfance.

Mais cette belle escapade va tourner court : un jeune guide tombe amoureux de Kate et celle-ci n'y résiste pas.

Morale bien conventionnelle et histoire bien mince : ce dernier film de Zinnemann, auteur du fameux **Le train sifflera trois fois** *et d'un autre très beau film,* **Julia,** *serait plutôt décevant.*

Il reste tout de même le ton original sur lequel est traité le film, tout en demi-teinte, en pudeur, en passions rentrées où les conflits sont à peine suggérés, mais aussi la montagne suisse, magnifiquement filmée par Zinnemann.

Marie ANTONIN

« T'es heureuse, moi toujours »

de Jean Marbeuf

Elle, c'est une saltimbanque du cinéma. Au volant de son mini-car, elle sillonne les villages des Causses pour y montrer des films que lui a laissés son mari après s'être suicidé. Des film « différents », qui parlent au cœur mais laissent bien indifférents le public des villages.

Notre montreuse de films ne désespère pas. Elle continue vaille que vaille son périple, vivant au jour le jour et cherchant la tendresse partout où elle peut la trouver, jusqu'au jour où elle fait connaissance d'un autre saltimbanque, un danseur de claquettes, un paumé de la société, comme elle.

Ensemble ils décident de mettre fin à leurs pérégrinations et de vivre ensemble dans un vieux mas perdu dans les Causses.

Mais il ne suffit pas de se fixer pour être heureux et la sédentarité rend littéralement fou le compagnon.

Le film est un peu lent et plutôt pessimiste. Mais on se prend à aimer les personnages

Stéphane HENIN

THEATRE

« La fleur au fusil »

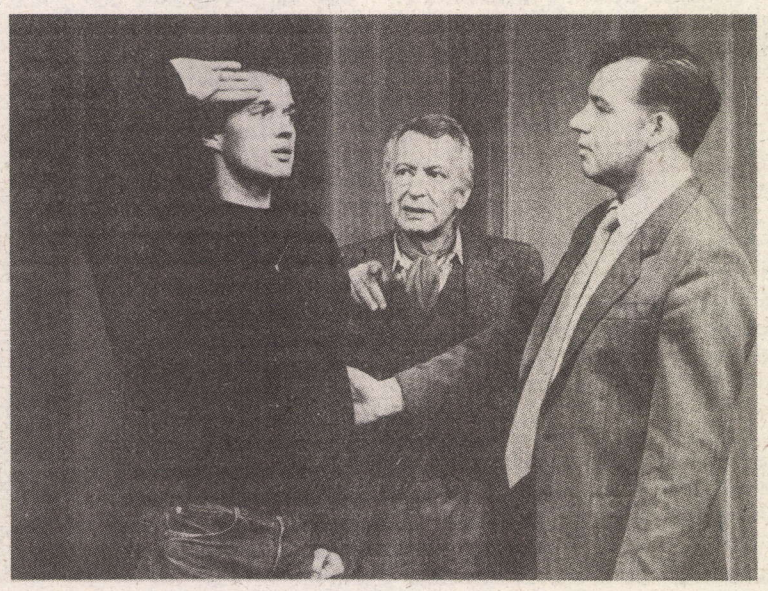
de John Wilson

C'est la pièce dont le réalisateur Joseph Losey s'est inspiré pour tourner son film *Pour l'exemple.* En 1917, quelque part sur le front, Swann, un soldat anglais, engagé volontaire, craque après 32 mois de guerre. Las de l'horreur, de la boue, et las de côtoyer la mort, il décide brusquement de faire demi-tour et de rentrer chez lui. Arrêté quelques heures après, il est jugé et condamné.

Toute la pièce tourne autour de ce procès dont toutes les répliques constituent une dénonciation de l'horreur et de la l'absurdité de la guerre que souligne encore plus la simplicité naïve de la victime. Jusqu'au bout, il croit qu'il s'en tirera, qu'on ne va pas lui faire ça, il est incapable de comprendre que les froids calculs politiques de l'état-major l'ont condamné depuis le début au peloton d'exécution, pour l'exemple. Bien menée, cette pièce entraîne petit à petit le spectateur et on a souvent envie d'applaudir les uns et de siffler les autres.

Roger MEYNIER

Théâtre de Boulogne-Billancourt. **Entrée : 60 F, 35 F pour les collectivités (603.60.44.). Jusqu'au 26 mars.**



TELE

Sélection

Samedi 5 mars

16 h 10. TF1. Histoire des inventions. Cette semaine, qu'est-ce qu'un inventeur ?
20 h 35. FR3. Nous n'irons plus aux champs (rediffusion). Téléfilm. Le déracinement d'un couple de paysans qui vont travailler en ville. Lui, en plein désarroi ; elle, ravie de fuir la dure vie des champs.
21 h 25. TF1. Droit de réponse : Peut mieux faire. A propos du rapport Legrand sur la réforme des collèges. Il fait discuter enseignants et parents d'élèves.
21 h 50. A2. Theodor Chindler. Une famille allemande. 6e épisode : **Berlin, avril 1917.** Dans une ambiance de fin de guerre, la montée des idées révolutionnaires ; la suite d'un feuilleton allemand intéressant qui montre des Allemands plutôt moins guerriers que les Français.

Dimanche 6 mars

18 h 10. A2. Dimanche magazine. Les prisonniers du guerre au Liban.
20 h 30. TF1. Film : **Duos sur canapés** de Marc Camoletti, avec Marina Vlady et Galabru. Les démêlés, paraît-il divertissants, d'un avocat et de son épouse dentiste.

La soirée sera placée sous le signe des résultats des élections municipales. A noter :
22 h. TF1. Elections municipales. TF1 est la seule chaîne à annoncer qu'elle donnera la parole aux petites formations...

Lundi 7 mars

20 h 30. TF1. Film : **L'arme à gauche.** Un policier de Claude Sautet avec Lino

20 h 35. A2. Musiques au cœur. A la recherche de Wilhem Furtwängler. Une évocation d'un grand chef d'orchestre disparu.
20 h 35. FR3. Les girls. Comédie musicale de George Cukor avec Gene Kelly.

Mardi 8 mars

17 h. A2. Entre vous : menaces sur les eaux souterraines. Quand les eaux limpides du sous-sol se transforment en égoût sous l'action de la pollution. L'eau de source n'est-elle plus ce qu'elle était ?
20 h 35. FR3. Film : **Guerre et paix** de Serge Bondartchouk ; quatrième épisode : **L'année terrible.** Cette année-là, Napoléon rentra dans Moscou en flammes.
20 h 40. A2. Film : **Quand la ville dort.** Film policier de John Huston, qui fut salué comme un chef-d'œuvre du genre.

Mercredi 9 mars

17 h 45. A2. Terre des bêtes. Les animaux industriels que l'on élève avec cruauté pour fournir de la viande insipide dans les supermarchés.
20 h 35. TF1. Les mercredis de l'information. La chaîne Citroën. Un reportage sur Citroën Rennes qui emploie 15 000 salariés. L'émission fait partie d'une série dont les prochains reportages parleront des prisons, puis des hôpitaux psychiatriques : c'est éloquent.
20 h 35. A2. Film : **Elle voulait faire du cinéma** de Caroline Huppert. L'histoire d'Alice Guy qui, contre vents et marées, réussit à être la première femme réalisatrice de cinéma.

Jeudi 10 mars

20 h 35. TF1. Téléfilm : **La chambre.** Un chercheur en biologie subit l'attaque d'un virus inconnu. Il est en danger mortel et il est le seul à pouvoir isoler et combattre le virus, et donc à pouvoir se soigner et guérir...
21 h 50. FR3. Les demoiselles de Wilko. Film de Wajda. Une peinture intimiste de la Pologne de 1930.
22 h 05. A2. Les enfants du rock. Soirée anglaise, avec les groupes rock les plus en vogue outre-Manche.

Vendredi 11 mars

20 h 35. FR3. La grande crise est-elle pour hier ? Première partie d'une émission sur la crise : Qui déclencha la crise ? Le rôle de la banque fédérale américaine dans les fluctuations monétaires.
21 h 35. A2. Apostrophes : Le cerveau et l'âme. Curieux titre pour une émission consacrée cette semaine à des ouvrages de vulgarisation scientifique !
21 h 40. TF1. Quelques hommes de bonne volonté. Quatrième épisode de cette série tirée de l'œuvre de Jules Romain. Les années d'après-guerre.
23 h. A2. Ciné-club : **Cocorico ! Monsieur Poulet,** film de Jean Rouch. Damouré Zika et Lam Ibrahima, Dia : trois copains, une 2 CV avec une bicyclette sur le toit, et des voyages rocambolesques autour de Niamey, au Niger.

Le pape en Amérique centrale

Les dictateurs ne craignent pas l'eau bénite

Depuis le 2 mars, Jean-Paul II a entamé son nouveau périple dans huit pays d'Amérique centrale : le Costa Rica, le Nicaragua, où depuis 1979 la révolution sandiniste a renversé la dictature de Somoza, le Salvador et le Guatemala, où depuis des années des guérillas s'opposent aux dictatures en place, le Honduras, Belize et Haïti.

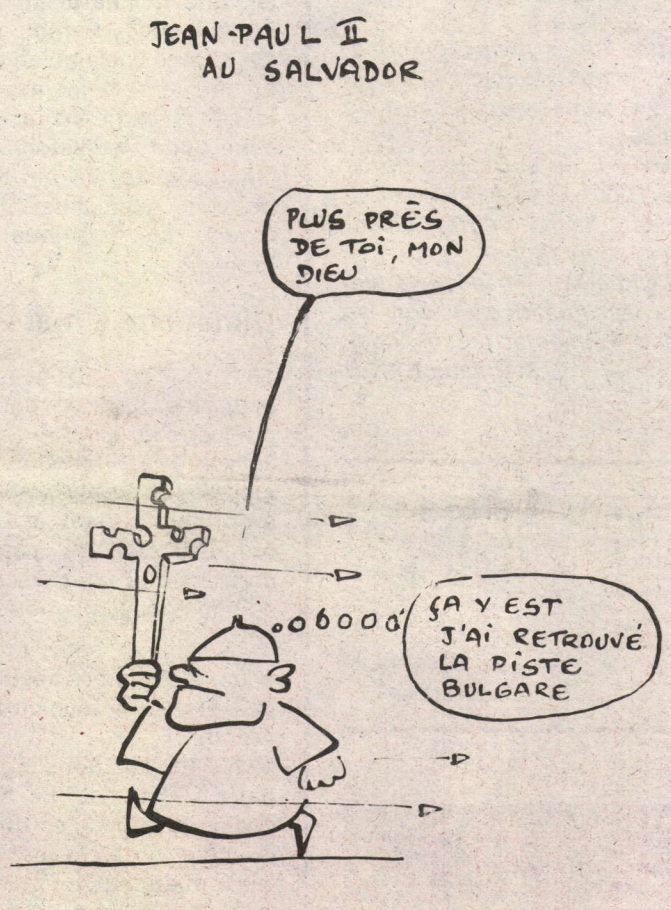
Dans cette partie du monde, au travers de 38 discours et de quatre messes, Jean-Paul II qui, c'est entendu, ne fait pas de politique, va bénir, pêle-mêle, des despotes et des populations qui sont leurs victimes, et va leur prêcher la paix, le dialogue et la fraternité.

Et pendant ce temps-là, au Salvador par exemple, les assassinats perpétrés par les militaires gouvernementaux continuent. Tout récemment, 74 Indiens, femmes, hommes et enfants de la province de Sansonate, ont été massacrés et dix-huit paysans d'une coopérative agricole, emmenés le 22 février par des militaires alors qu'ils travaillaient aux champs, ont été retrouvés le lendemain le corps criblé de balles. Les meurtres s'ajoutent aux meurtres, et en plus de trois ans, dans ce petit pays de 5 millions d'habitants, il y aurait eu plus de 43 000 civils tués.

Et pendant ce temps-là aussi, toujours à propos du Salvador, Reagan fait tout pour faire accepter par le Congrès américain un supplément d'aide en argent et en « conseillers » militaires destiné à soutenir l'armée salvadorienne qui, décidément, n'arrive plus à endiguer les progrès de la guérilla. Il serait question d'une rallonge, pour l'année 1983, de 60 millions de dollars, à ajouter aux 26 millions déjà accordés et engloutis en 4 mois de lutte anti-guérilla.

Alors Jean-Paul II, en prêchant l'entente dans ces pays où l'on massacre, on torture pour maintenir en place des dictatures soutenues militairement par l'impérialisme le plus puissant du monde, ne tient pas un juste milieu entre les camps. Il se range en réalité dans le camp des dictateurs, des oppresseurs, que l'eau bénite n'a jamais arrêtés. Il prend ses distances même par rapport à un certain nombre de prêtres et de catholiques qui se sont engagés dans la lutte contre ces régimes. Il se met dans le camp opposé aux populations qui luttent et à qui ses saints mensonges et les pieux conseils de sagesse sont destinés.

A.G.

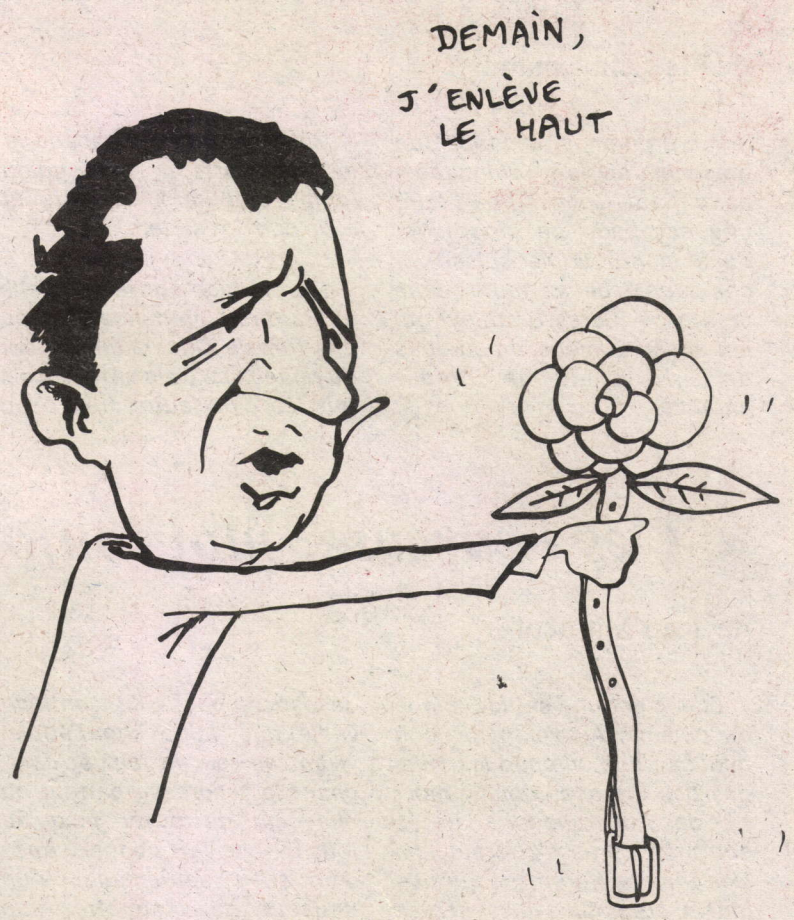


Il est toujours là

A la veille du scrutin du 6 mars, chacun ressort ses vieilleries de ses tiroirs. C'est ainsi que le journal *Le Figaro* du jeudi 3 mars, publie à la Une, une déclaration de Pinay (eh oui il vit encore) dans laquelle on peut lire : **« Je souhaite que les Français rappellent dimanche le gouvernement de la France au bon sens. Nul, ni homme, ni ménage, ni entreprise, ni nation, ne peut dépenser plus qu'il ne gagne ».**

Prêts à tout, au *Figaro*, même à sortir leurs fossiles du placard, du moment qu'ils appellent à voter pour la droite !

De gauche à droite, tous d'accord pour imposer l'austérité



La publication des indices indiquant une hausse des prix de 0,9 % en janvier et 9,6 milliards de francs de déficit du commerce extérieur a été le thème essentiel des interventions des politiciens de gauche comme de droite pour cette fin de campagne électorale.

Il faut dire que pour Mauroy, la publication de ces fameux indices n'était pas très opportune. Lui qui, quelques jours auparavant, affichait l'optimisme, qui parlait même de « voyants au vert », et qui n'avait de toute façon que cela à se mettre sous la dent pour tenter de prouver que, finalement, le bilan de la gauche n'était pas négatif, c'était dur à faire passer.

Le seul argument que Mauroy a trouvé, au Club de la presse d'Europe n° 1, c'était que cet indice était **« le meilleur des quatre dernières années ».** Quant au déficit du commerce extérieur, il ne faut pas raisonner mois par mois, a-t-il dit.

Le métier des politiciens est de trouver réponse à tout. Et pour masquer les réalités, Mauroy a usé de formules, a adopté un langage radical, parlant de **« ceux du château »** pour parler de la droite...

Du côté de la droite, on s'est aussi bousculé pour commenter ces chiffres. Celui qui a gagné, c'est Giscard. Dès le lendemain, il déclarait à Vincennes : **« Les derniers indices publics confirment nos inquiétudes. La France est en mauvais état. Ses dirigeants ignorent ou lui cachent la vérité. (...) Cela ne veut pas dire que tous les Français seront ruinés, mais qu'il faudra agir autrement. C'est triste, comme tous les rêves déçus, mais on pourra remplacer le rêve par la confiance ».** Réalité ou cauchemar ! Quant à Chirac, il déclara : **« Il faudra bien un jour payer tout cela : plus on tardera cette échéance, plus elle sera douloureuse ».** Barre lui aussi a ironisé sur les voyants verts qui passent au rouge, traitant Mauroy de **« daltonien »**, lui qui, il n'y a pas longtemps, nous en a fait voir de toutes les couleurs.

Devant ce concert, la gauche n'est pas restée inactive non plus. Mitterrand, tout en évitant soigneusement de se lancer dans l'arène électorale, a donné son sentiment, déclarant : **« Le commerce extérieur, l'endettement de la France, on s'en plaint, on a raison. Ce n'est pas d'aujourd'hui, mais cela s'accélère. On peut en chercher les raisons strictement politiques, dans le mauvais sens du terme. Mais on est forcément déficitaire quand on n'a pas une industrie capable de supporter la concurrence en qualité et quand on n'a pas une industrie organisée de telle sorte qu'elle supporte la concurrence en prix ».**

Eh oui, il nous fait encore le coup de l'industrie qui n'est pas à la hauteur, histoire de demander aux travailleurs de travailler un peu plus.

D'ailleurs, ce que Mitterrand sous-entendait, Delors, lui, l'a dit tout net : **« Si la France continue de s'endetter au rythme des dernières années, elle ne peut plus tenir debout et elle risque l'accident cardiaque. L'effort demandé aux Français après la guerre était moins dur, toutes proportions gardées que celui qu'ils devront consentir dans les années 1980 ».**

Après la guerre, le mot d'ordre de la gauche était **« Produisez, revendiquez ensuite ».** Delors va plus loin, il dit : « Produisez, et ne revendiquez pas ensuite ». Mauroy a d'ailleurs explicitement confirmé que le gouvernement s'apprêtait après les élections à accentuer sa politique de rigueur.

Et sur ce plan, la droite et la gauche sont bien d'accord. S'ils se battent à fleurets mouchetés par petites phrases interposées, le journal pro-patronal, *Les Echos,* demandait au gouvernement à propos de la crise de décréter **« un état d'urgence accompagné d'options claires et nettes. Dans deux directions primordiales. Le respect, quoi qu'il en coûte, de l'ouverture commerciale sur l'extérieur. La reconnaissance que l'austérité pour tous et pas seulement à partir de deux ou trois fois le SMIC, est nécessaire ».**

Voilà ce que désirent les patrons, et voilà ce que prépare le gouvernement.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450